

DOSSIER ÉCONOMIQUE
LA CRISE

monde

Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérents F.A.

N°615 JEUDI 17 AVRIL 1986 8,00 F

VIVEMENT DEMAIN...

LES LUTTES !



Editorial

TIENS ! la fièvre électorale est retombée. Et avec elle, l'avalanche de promesses plus démagogiques les unes que les autres, auxquelles nous avons eu droit... Tout ça pour un strapontin où les maquereaux de la politique les plus malins vont pouvoir se la couler douce. Et à votre avis, qui va trinquer ?

Si nous, anarchistes, refusons de mettre le doigt dans l'engrenage de la démocratie parlementaire, c'est parce que nous pensons que seule une prise de conscience de l'ensemble des exploités peut conduire à une situation révolutionnaire. Voter ou lutter, c'est en ces termes que doit se poser pour la classe ouvrière l'alternative.

Si beaucoup se sont encore résignés à l'illusion électorale, ce n'est pas seulement par habitude mais aussi parce que le poids de la crise se fait sentir chaque jour un peu plus lourd. Jusqu'à décourager les plus tenaces. C'est justement parce que seule l'action paie qu'il nous

faut inverser la vapeur le plus tôt possible. C'est en combattant la morosité ambiante que les travailleurs amélioreront leur condition. Nous avons des propositions d'ordre économique et social. Et personne d'autre que nous ne se battra pour les imposer à un patronat de plus en plus arrogant (comme chez Gibert par exemple).

Les premières mesures du plan de gouvernement sont claires. Pour continuer à lutter contre l'inflation — outre une dévaluation qui laisse une marge de manœuvre un peu plus importante à Balladur — « la politique monétaire fera preuve de rigueur » a déclaré Chirac. Malgré un lifting gouvernemental, l'exploitation n'a pas changé de visage. Elle a juste pris pour deux ans les traits d'un homme qui a le regard fixé sur l'horizon 1988.

« La politique de désindexation sera poursuivie. » Cela promet de beaux conflits dans les semaines et les mois à venir, lorsque les organisations syndicales vont devoir négocier les aug-

mentations salariales dans les différents secteurs. Le combat autour des augmentations générales annuelles, qui n'avait pas provoqué une bien grande mobilisation lorsque la gauche a inauguré sa politique de rigueur, risque de connaître un regain d'activité.

Déjà, la C.G.T. a annoncé son « désaccord le plus net » au gel des salaires dans la fonction et le secteur publics. La centrale de Montreuil va-t-elle freiner son hémorragie d'adhérents en relançant des mots d'ordre d'action ? Cela pourrait vouloir dire une reprise de la lutte syndicale.

Enfin, « l'économie française a besoin (d'une) plus grande liberté dans la gestion des effectifs en vue d'éliminer les entraves à l'emploi ». Les déclarations de Chirac sur le projet d'autorisation administrative de licenciement, qui va être soumis prochainement à l'Assemblée nationale, risquent fort de briser rapidement la paix sociale. Décidément, ce printemps pourrait être plus chaud qu'il n'y paraît... Vivement demain... les luttes !

F°P. 2520

communiqués débats

• **LENS**
Le groupe Mikilas-Kalteras est en formation sur le Pas-de-Calais. Pour tout contact écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• **LILLE**
« Hommes et programmes de droite » sera le thème de l'émission de la « Voix sans maître » du vendredi 11 avril, de 21 h à 23 h, sur Radio Campus (99.6 MHz). Tél. studio : 20.91.24.00.

• **BOURGOIN**
Un concert avec Fabienne Elkoubi est organisé par la liaison de Bourgoin le vendredi 18 avril, à 21 h, à la Maison de quartier de Champfleuri (Bourgoin). Entrée : 40 F.

• **RAMBOUILLET**
Le groupe Georges-Brassens de Rambouillet tiendra une table de presse tous les 1^{er} samedis de chaque mois et vendra le « Monde libertaire » tous les samedis. Cette vente se tiendra sur le marché de Rambouillet.

éditions

• **CASSETTE**
Les Editions Partage-Noir du groupe Florès-Magon (Paris 12^e) s'augmentent d'une cassette : « Maurice Joyeux raconte Albert Camus ». Cette cassette est la reprise du disque « Albert Camus ou la révolte et la mesure » paru aux éditions La Rue, mais qui est épuisé. Le prix de cette cassette est de 40 F.



• **BROCHURE**
Le groupe Louis-Bertho/Lepetit vient d'éditer une brochure « Kōtōku Shūsui, socialiste anarchiste », c'est le n°3 de leur collection « Subversion », disponible au prix de 12 F.

• **FANZINE**
Vous l'attendiez tous, il est là, « Bitume » n°3, le fanzine libertaire du groupe d'Amiens est paru ; des élections au rock amiénois, vous saurez tout sur ce qui bouge dans notre coin de Picardie. Vous pouvez vous abonner à « Bitume », 50 F pour six numéros. Craquez, cela en vaut la peine ! « Bitume », B.P. 7, 80330 Longueau.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

• **PARIS**
Le groupe Louise Michel organise, dans le cadre du cinquantenaire de la révolution espagnole, une série de cours-conférences dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses). Prochain rendez-vous le vendredi 25 avril, à 18 h, pour une animation audio-visuelle (films illustrant la période 1936-1939) avec débat et buffet pour se restaurer en attendant les intervenants. A 20h, un débat « La C.N.T. depuis 1936 » aura lieu avec Pepito Rosell.

• **PARIS**
La commission propagande des Relations intérieures reprend le cycle de cours qu'elle avait organisé sur l'anarchisme. Ces cours aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Ces cours auront lieu chaque mardi à 20 h 30 au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e. Prochain cours le 22 avril, « L'organisation anarchiste », par Gaetano Manfredonia.

• **CHELLES**
Le 1^{er}-Mai pour beaucoup, c'est le retour des beaux jours et la traditionnelle fête du muguet. Pour certains, c'est une journée de solidarité ouvrière internationale qui s'intègre pleinement à la tradition du mouvement ouvrier de leur propre pays. Mais l'enseignement officiel, nos lacunes parfois, ont occulté les origines de cette journée. Comme si elle allait de soi. Pour cette raison, le groupe Sacco-Vanzetti organise le 19 avril, à 20 h 30, une réunion débat sur le thème « Histoire du 1^{er}-Mai » dans son local, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

liste des groupes f.a.

- PROVINCE**
- **GROUPE**
- Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas
 - Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon
 - Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest
 - Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse
 - Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes
 - Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.
- **LIAISONS**
- Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Roullet — Finistère : Quimper — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Montpellier — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai, Dunkerque — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Sarthe : Le Mans — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtellerault — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

- RÉGION PARISIENNE**
- **GROUPE**
- Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
 - Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

- **LIAISONS**
- Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun — Val-d'Oise : Sarcelles.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

liste des permanences des groupes f.a.

- RÉGION PARISIENNE**
- PARIS**
- Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.
 - Groupe « Florès-Magon », Paris 12^e : permanences les vendredis, de 18 h à 19 h, au métro Daumesnil (sortie Claude-Decaen).
 - Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.
 - Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
 - Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.
- BANLIEUE**
- Seine-et-Marne
 - Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
 - Yvelines
 - Groupe « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.
 - Hauts-de-Seine
 - Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.
 - Val-d'Oise
 - Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.
 - Val-de-Marne
 - Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philippe, 2, rue Louise-Aglâë-Cretté, Vitry.

- PROVINCE**
- AISNE
 - Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.
 - ARDECHE
 - Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
 - BOUCHES-DU-RHÔNE
 - Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
 - CHARENTE-MARITIME
 - Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
 - CÔTES-DU-NORD
 - Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
 - DOUBS
 - Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
 - FINISTÈRE
 - Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.
 - HAUTE-GARONNE
 - Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
 - GIRONDE
 - Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
 - HÉRAULT
 - Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.
 - ILLE-ET-VILAINE
 - Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — **PAGE 2 :** Informations des groupes de la F.A. — **PAGE 3 :** Travailleurs ! quelques propositions anarchistes, Amis lecteurs — **PAGE 4 :** L'« Huma » en grève, Les conséquences de la crise économique chez les travailleurs, l'« U.S.I.N.E. » doit vivre — **PAGE 5 :** Le nouveau livre de J.-P. II, Parcours d'un insoumis — **PAGE 6 et 7 :** Dossier crise (suite et fin), Interview de S. Basson — **PAGE 8 :** Christiana, commune libre — **PAGE 9 :** Informations internationales — **PAGE 10 :** Interview de Claude Sigala à propos du Coral — **PAGE 11 :** Programmes de Radio-Libertaire, Adieux, Nouvelles de la musique anarcho-punk, Editions du Monde libertaire — **PAGE 12 :** Le temps des Sadon, La haine, La prison, quel échec ?

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Travailleur !

Tes poches sont vides depuis toujours
les caisses de ton parti sont pleines
depuis longtemps...

LA stratégie électorale des groupes alternatifs Verts, L.O., M.P.P.T., etc.) aux élections à la proportionnelle a été un échec. Si le vote utile a joué dans ce phénomène, ce n'est sans doute pas la seule explication. Sans entrer dans le débat de fond qui peut opposer ces « révolutionnaires » ou alternatifs aux anarchistes, il semble utile de faire quelques remarques sur leur façon de se présenter devant les électeurs.

L'argument classique : on se présente pour se faire connaître semble aujourd'hui risible. Pourquoi ? « N'attendez quelque chose de vous mêmes », « faites respecter vous mêmes le mandat du peuple » (M.P.P.T.)... Que le parti le plus stalinien de France (le M.P.P.T. est en fait une marionnette du P.C.I.) utilise ce genre de démagogie peut faire sourire ! Mais ce qui paraît important de souligner est que l'argument ne repose en fait sur aucune mobilisation populaire. C'est d'ailleurs une constante : aucun de ces groupes n'ose dire comment il va pouvoir faire appliquer ses réformes, supprimer les scandales qu'il dénonce, utiliser son influence pour changer la vie quotidienne.

Ajoutons à cela une hésitation continue entre l'utilisation (une fois élus) de leur poste pour informer la population des dossiers, et la tentation de gérer « au mieux » la situation actuelle, domaine dans lequel les « spécialistes » de la politique ont, quand même, l'air plus crédibles.

La gauche et la désorganisation sociale

Si ces quelques indications peuvent nous servir de contre-exemple, nous devons, nous anarchistes, proposer autre chose, autrement. Pour cela, jetons un coup d'œil à la situation des forces sociales après cinq ans de gouvernement de gauche.

L'arrivée de la gauche au pouvoir a été souhaitée, portée, préparée par un réseau d'associations, de regroupements sociaux (comités de quartiers, associations de consommateurs, etc.). Bien qu'orientées politiquement, ces associations assuraient en fait une dynamique importante à la base et permettaient à une foule de gens, bien en dehors du cadre des militants socialistes, de se retrouver et de mener une vie sociale active.

Après la conquête du pouvoir, cette masse de citoyens a tout à coup cessé d'intéresser les cadres socialistes. Pire, ces regroupements organisés ont semblé devenir un danger potentiel : une force de critiques, de propositions locales et concrètes. Aussi s'est-on empressé de les remplacer par des comités officiels et contrôlés, cassant ainsi toute velléité de vie autonome.

En ce qui concerne les syndicats (du moins ceux marqués politiquement), leur effondrement est dû à des causes plus complexes. Mais toutes ces cau-

ses peuvent se résumer en un abandon vers les politiciens de tous les problèmes dépassant la seule revendication quantitative. Les appels répétés au vote pour l'union de la gauche montrent le refus de réclamer pour l'organisation syndicale un rôle moteur dans la vie sociale.

Sans oublier la réticence de plus en plus grande de la mobilisation de masse au profit de négociations à froid et entre état-majors. Stratégie qui, après 1981, est devenue pour tous les syndicats une véritable obsession allant jusqu'au refus de voir la base fourrer son nez dans la chasse gardée des dirigeants « ouvriers ».

Autre phénomène important : l'abandon, réalisme oblige, au fil du mandat, des valeurs traditionnelles de la gauche : refus du nationalisme, justice sociale, appels à la mobilisation populaire, etc. La bonne conscience, qui en 1981 était à gauche, a fait place en 1986 au bon sens qui fait appel à tous les vieux trucs du poujadisme, de la réussite individuelle à l'exaltation des valeurs « françaises ».



La grande force du Parti socialiste et de ses dirigeants (mais aussi leur faiblesse) lors de l'élection de mars 1986 a été de pouvoir présenter le vote comme seul moyen de regroupement. Et la confiance dans les cadres du P.S. comme le seule façon réaliste de résister au retour de la droite.

Reste à savoir comment, maintenant, avec des syndicats anémiques, résister au retour de la droite, profondément radicalisée par cinq années de socialisme...

Quel rapport de force ?

Les réformes de 1981 ont agi comme une soupape de sécurité face à une possible pression causée par l'état de grâce. Accorder aux gens des réformes avant qu'ils ne les exigent est politiquement très habile. En fait, les anarchistes savent depuis long-

temps que les seules avancées sociales qui permettent de sortir de la monotonie et de la résignation quotidienne sont celles qui sont arrachées. Elles seules permettent à la population de laisser tomber le chacun-pour-soi et de prendre confiance dans ses propres capacités.

Il est aujourd'hui évident que les débats généraux ont perdu tout intérêt pour la population. L'écrasante majorité des gens se sent complètement en dehors des grands débats qui la dépassent complètement : comment avoir un avis sur le « chômage » ou le « libéralisme », voire la « force de frappe » ou l'écologie ? Ce sont là des problèmes qui ne sont pas à l'échelle humaine, et sur lequel on se sent finalement incapable d'agir concrètement.

Profitons donc de la tendance naturelle à l'égoïsme et au repli sur soi pour parler aux gens de ce qui les intéresse : leurs problèmes (qui, curieusement, sont les mêmes pour tous). Partir des problèmes concrets : voilà ce que ne font pas les partis politiques qui préfèrent porter leurs efforts sur des sujets dont tout le monde se fout (cohabitation, virage à droite, nationalisations...).

Le chômage n'intéresse plus personne ! Mais les chômeurs ont, eux, des problèmes directs que personne ne les aide à résoudre. Et chaque chômeur a les siens. Là est la difficulté. Il ne suffit pas de désigner les catastrophes ou les ennuis qui frappent la population. Il faut encore proposer des moyens de les résoudre. Et ce n'est pas le plus facile ! La C.G.T. et le P.C. ont relativement bien réussi à mettre en relief les difficultés des Français en temps de crise. Ils ont complètement échoué lorsqu'il s'est agi de proposer des solutions concrètes.

Ces remarques sur la nécessité d'organiser les gens selon leurs intérêts matériels et moraux, en sachant qu'il est impossible de les faire bouger s'ils ne savent pas comment résoudre leurs problèmes n'ont rien de bien nouveau. Pelloutier et tant d'autres l'avaient déjà compris depuis bien longtemps. Mais ces pratiques sont tellement étrangères aux pratiques politiques actuelles qu'il n'était peut-être pas mauvais de les rappeler (1).

Faut pas rêver...

Les anarchistes n'ont rien à voir avec les politiciens qui prétendent résoudre les problèmes, avant même d'avoir pris la peine de trouver la force nécessaire, mettant ainsi la charrue avant les bœufs.

Mais nous savons aussi que seul un changement radical des bases et des structures de la société pourra faire cesser la situation actuelle. Le nombre d'emplois disponibles étant de plus en plus restreint (robotisation, informatisation, etc.), les tentatives de rafistolage du

système semblent pour l'instant incompatibles avec le maintien de la société en l'état, donc vouées à l'échec.

C'est de cette contradiction que peut naître un désir de changement radical. Cela dit, ce serait une erreur de présenter aujourd'hui une réorganisation totale de la société comme une solution crédible. D'abord parce que personne n'y croirait. Et que l'ignorance de nos propositions ne pourrait soulever que la peur et l'incompréhension. Mais aussi parce que nous savons que pour garder son caractère libertaire à tout mouvement social, il faut que nos principes aient imprégné les mentalités, façonné les réflexes et les expériences.

Une autre erreur serait de se contenter de la lutte concrète et de la satisfaction des besoins immédiats : plus que du réformisme, ce serait alors du temps perdu, voire du catégoriel.

Alors ? Reste à faire passer les grands principes à travers les faits quotidiens. Ou encore de s'appuyer sur les problèmes concrets pour proposer des solutions allant dans notre sens. Un exemple : l'indemnisation chômage est hiérarchisée (un cadre au chômage touche tant et plus qu'un manœuvre dans la même situation, ce que personne ne paraît trouver choquant).

Le raisonnement peut être le même pour tous les sujets qui nous sont propres : ne pas compter uniquement sur la réflexion, la générosité, la révolte pour motiver nos interlocuteurs ; mais utiliser toutes les motivations, souvent très terre-à-terre, qui les font agir. Et à partir de là développer nos propositions : solidarité, égalité, respect de l'autre, etc. Et surtout, ne pas viser trop haut pour obtenir des résultats concrets.

R. LE Y.

(1) Sur l'organisation des plus démunis, méthodes et conseils pratiques, on peut lire le « Manuel de l'animateur social » de Saul Alinsky (Point, Seuil).



Amis lecteurs

NOUS nous voyons contraints d'augmenter les tarifs d'abonnement sous pli fermé (S.P.F.) de façon brutale mais nécessaire. En effet, ce service qui vous assure une entière discrétion, puisqu'aucune mention autre que votre adresse n'est portée sur l'enveloppe, nous est facturé au tarif lettre et non en service routage.

Si, jusqu'à présent, l'administration du *Monde libertaire* prenait à sa charge cette différence de coût, afin de ne pas pénaliser le service S.P.F. par rapport au service routage, cela devient maintenant impossible compte tenu de l'augmentation du coût de nos charges et du nombre d'abonnés qui choisissent le pli fermé.

Nous avons donc décidé de facturer ce service au prix auquel il nous revient, soit :

- 3 mois (13 numéros) : 155 F ;
- 6 mois (25 numéros) : 290 F ;
- 1 an (50 numéros) : 570 F .

Ce tarif est établi sur la base de l'abonnement routage auquel sont rajoutés le surcroît des frais postaux (5 F par numéro) et les frais d'expédition (0,40 F par numéro). Ce tarif est applicable à partir de sa date de parution dans le *Monde libertaire hebdomadaire*.

Salutations fraternelles,
Les administrateurs

en bref...en bref...

• La revue « Iztok » change de périodicité. De mensuelle, elle passe à trimestrielle. Les dates de parution seront dorénavant mai, juin, septembre et décembre. Le numéro de juin aura pour sujet l'anarchisme à Cuba. Pour s'abonner : « Iztok », B.P. 161-09, 75422 Paris cedex 09.

• Le C.I.R.A. de Marseille organise le samedi 26 avril, à 17 h, au 5, rue des Convalescents, Marseille 1^{er}, une conférence sur : « Une expérience d'éducation libertaire », avec A. Bensoussan. De plus le premier numéro des « Cahiers du C.I.R.A. » vient de paraître. Il contient une étude de M. Cordillot sur « La naissance du mouvement ouvrier à Besançon : la Première Internationale, 1869-1872 ». Pour se procurer ce numéro : Culture et Liberté, B.P. 40, 13382 Marseille cedex 13.

• La librairie La Gryffe organise une rencontre-débat vendredi 18 avril, à 20 h 30, au Centre d'expression populaire (C.E.P.) avec Yves Lacoste autour de son dernier livre « Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes ». Pour plus d'infos : La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon.

• Le procès de l'assassin présumé du jeune Toufik Ouannes, descendu le 9 juillet 1983 dans une rue de la Cité des « 4 000 » à La Courneuve, pour avoir jeté des pétards, aura lieu les 21 et 22 avril à la cour d'assises du tribunal de Bobigny (Cité administrative). L'audience débutera à 13 h 30 (navette de bus assurée à partir du métro Bobigny).

L'« Humanité » en grève

« L'UNE des armes essentielles des travailleurs dans leur lutte historique est l'Humanité. Sa parution n'a jamais été interrompue par ses adversaires. Elle sera toujours assurée. C'est ce qu'on pouvait lire jeudi 10 avril à la une du quotidien du parti communiste qui était dans les kiosques en retard et avec une pagination sensiblement réduite.

Un arrêt de travail d'une « partie des ouvriers de la S.G.P. » (1) avait causé tout ce trac et, en s'adressant à ces lecteurs, le journal communiste amalgamait habilement les ouvriers du Livre avec d'omniprésents « ennemis de classe » !

Passons sur la dénomination « journal de la classe ouvrière » (ce devrait être la Vie ouvrière, non ?) et venons en aux faits. Une partie de la clientèle de l'imprimerie S.G.P., ce qu'on appelle le labeur par rapport à l'Humanité quotidienne, s'en va. D'où plan de restructuration, donc licenciements comme dans toute entreprise capitaliste...

Était-ce inévitable ? Les syndicats du Livre pouvaient-ils faire mieux qu'un baroud d'honneur face au parti communiste ? Nous n'approfondi-

rons pas aujourd'hui... Ce qui s'est passé, c'est qu'en assemblée générale les travailleurs de la S.G.P. avaient décidé majoritairement mercredi 9 avril au soir de faire grève et que des « pressions venues d'ailleurs ont permis à la direction de faire paraître l'Humanité tout en dénonçant ses adversaires ! » (2).

On a longtemps cru chez les ouvriers du Livre parisiens que July et Libération seraient les premiers à confectionner un journal sans l'aide des ouvriers traditionnels de l'imprimerie, les articles étant tapés par les journalistes eux-mêmes. On renchérisait en disant que Hersant et consorts pourraient emboîter le pas. Le poisson-pilote de la modernité dans la presse serait-il devenu l'Humanité ? Certains le disent et demain nous dira si le « journal de la classe ouvrière » se passera à terme des ouvriers du Livre pour sa confection.

GÉRONIMO

(1) Société de Gestion Poissonnière, l'entreprise qui confectionne « l'Humanité » et « l'Humanité-Dimanche » entre autres...

(2) Dans les couloirs de la S.G.P., on dénonce maintenant les « minoritaires » qui auraient déclenché cette grève, selon « Le Matin » on parle même d'« anarcho-syndicalistes ». Pourtant deux secrétaires de la Chambre typographique étaient présents à l'A.G.

L'« U.S.I.N.E. » doit vivre

DEPUIS novembre 1985, il existe à Montreuil (Seine-Saint-Denis) à cinq cent mètres du métro Croix-de-Chavaux, 15, rue Kléber, une usine désaffectée (trois étages de mille mètres carrés). Dans cette immense « U.S.I.N.E. », une association regroupant public, musiciens et techniciens de concert organise chaque samedi soir des concerts de musique ; de nombreux groupes parisiens et de province s'y sont déjà produits, ainsi qu'un Festival du fanzine et des expositions de graffiteurs.

Le lieu accueille aussi, sur un étage, des peintres, des graffiteurs ; une salle de sport fonctionne également. Tous les samedis après-midi, on peut s'initier à la sonorisation et à l'éclairage de concerts.

L'« U.S.I.N.E. » étant un lieu squatté, des menaces d'expulsions se sont confirmées. Aussi, une association loi de 1901, « Rockalusine », s'est constituée afin de préserver le

lieu et pouvoir être un interlocuteur valable pour négocier auprès des autorités. Elle a pris contact avec le propriétaire du lieu pour lui proposer un bail précaire ; aucune réponse ne lui a été retournée. Elle a également écrit au maire de Montreuil pour lui demander de suspendre l'expulsion qui planait sur l'« U.S.I.N.E. » et qui risquait de lui tomber sur la tête du jour au lendemain : aucune réponse non plus !

Le vendredi 11 avril, la réponse est enfin arrivée. L'association a trouvé ce matin-là l'« U.S.I.N.E. » murée.

De nombreuses expériences, toutes aussi intéressantes et originales, ont déjà fait les frais de la répression. Les gens de l'« U.S.I.N.E. » ne peuvent pas accepter ce gâchis. Ils sont prêts à se battre pour que cette expérience continue et attendent de la part de tous un soutien actif. Affaire à suivre.

MARTINE

COMMUNIQUÉ

Le squatt de l'« U.S.I.N.E. » à Montreuil vient de subir les assauts du nouveau gouvernement. La cohabitation frappe fort. Elle empêche la culture politique rock de s'exprimer.

La Fédération anarchiste proteste violemment contre cette censure politique et culturelle, et assure de son soutien toutes les associations de l'« U.S.I.N.E. » pour que cette expérience continue à vivre.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Crise économique et travailleurs

LA crise économique, les modifications de l'appareil de production ont eu de lourdes conséquences parmi les travailleurs ; les chiffres du chômage sont toujours de près de deux millions quatre cent mille demandeurs d'emploi, ils étaient déjà deux millions dans le premier trimestre de 1983 ; dans le même temps, les offres d'emploi étaient de 113 500 en 1983 pour se rétracter à 45 700 fin 1985.

Une évolution moins connue présente aussi une grande importance, celle des chiffres des journées non travaillées pour fait de grève. En 1985, la moyenne mensuelle pour l'année des journées de grève non travaillées à l'occasion de conflits localisés était de 61 000 pour un total annuel de 730 000. En ajoutant les 150 000 journées non travaillées pour des raisons de conflits généralisés, on arrive à un total de 880 000.

Les moyennes mensuelles étaient en 1973 de 326 000 ; en 1976 de 338 000 ; en 1984 de 109 000. Entre 1973, plus de quatre millions de journées de grève, et 1985, moins d'un million, nous sommes retombés, disent les statisticiens du ministère du Travail à un « taux de lutte » que seule l'année 1946 ne dépasse pas : moins de quatre cent mille journées de travail n'avaient pas été assurées. Et à cette époque, existait en France une quasi-union sacrée sur le plan politique et le mouvement syndical, fort de plus de quatre millions de syndiqués, prônait la reconstruction nationale : « Travailler d'abord, revendiquer ensuite. »

Quelles revendications ?

Les analogies avec l'autre crise, celle des années trente, pourraient sans doute nous induire en erreur, parce que, si le capitalisme subit une crise de

structure due à des dysfonctionnements internes, sans changement de nature en comparaison des crises antérieures, les entrepreneurs répondent au défi de la concurrence par une modernisation accélérée et parfois effrénée de l'appareil de production.

Expliquons-nous. Les caractéristiques traditionnelles de la crise sont présentes, par exemple un chômage important ou une baisse du niveau de vie s'accompagnant d'une redistribution des richesses produites plus importante pour le patronat. La plupart de ceux qui suivent les événements ont pu remarquer une « sainte alliance entre patronat et pouvoirs publics » (1) pour affecter au seul patronat l'intégralité des gains de productivité ; nous pouvons constater une réduction des coûts salariaux des firmes : +11,2% en 1982, +9,2% en 1983, +5% en 1984, +2,9% en 1985. Pourtant, en ne prenant que cette dernière année 1985, on chiffre l'augmentation des prix industriels à plus de 4% — on imagine la masse de profits qui en résulte !

Encore une fois, rien que de classique. Là où la situation se modifie, c'est par la modernisation. Sait-on qu'environ 20 pour cent de la population travaileuse gagnent sa pitance sur des applications de l'informatique ? Sept pour cent des salariés travaillent sur des machines entièrement automatisées, 11 pour cent utilisent des ordinateurs. Dans ces secteurs, les gains de productivité sont souvent énormes, avec des licenciements et des disparitions de postes de travail par milliers.

Ce processus est irréversible ; il s'agit d'une modification du système productif aussi importante que l'introduction dans les manufactures et autres fabriques du gaz d'éclairage et de la machine à vapeur. Le patronat

« tâtonne » et selon les industries ou les régions opère par la négociation ou le coup de force. Evidemment, un tel type de situation n'est pas complètement nouveau mais il faut remonter à l'origine de la révolution industrielle pour découvrir des faits techniques et économiques opérant une rupture aussi forte avec les machines et les échanges commerciaux antérieurs.

On a souvent dit que la force potentielle de la classe ouvrière résidait dans sa qualification et sa capacité à s'organiser. Aujourd'hui, les deux termes sont mis à mal, puisque la crise affaiblit les possibilités de revendication et d'organisation autant que la nouvelle technologie réduit à néant des centaines de qualifications.

Enfin, dernière caractéristique, les formes de lutte, les contenus revendicatifs et le niveau d'organisation sont obsolètes. Depuis au moins les années soixante, la revendication concernait la réduction du temps de travail — journalière, hebdomadaire, annuelle —, l'augmentation du pouvoir d'achat et l'augmentation des droits du salarié dans le contrat de travail ; pour obtenir des résultats le mouvement ouvrier et les organisations syndicales mirent au point un système complet de luttes et de forme d'organisation adéquat à ces revendications, qui consistait à faire s'exprimer et à montrer le mécontentement des travailleurs ; à un certain moment, la partie patronale transigeait et affectait une partie des gains de productivité à la revendication.

Depuis maintenant plus de cinq ans, ce déroulement est à peu près inefficace, parce qu'il n'exprime pas, dans la rudesse des faits économiques, un quelconque rapport de force : l'expression du mécontentement ne suffit plus. Observons en outre que le cahier reven-

dicatif ne correspond plus à la situation, de nouvelles revendications sont à ajouter. Particulièrement celles qui relèvent de la formation, de la qualification ou de l'organisation collective de la recherche d'emploi.

Enfin, le cadre syndical actuel est infiniment trop réduit pour une quelconque efficacité réelle. Les décisions économiques se prennent aujourd'hui à l'échelle des continents et il est parfois difficile d'obtenir la solidarité de l'entreprise de la rue d'à côté.

Vers l'avenir

De tels chocs collectifs ébranlent les consciences de millions de personnes, brisent les certitudes, déboussolent les comportements. Certains, oubliant leur rôle, se font les héros de la soumission : la « conflictualité » disparaît, prétend Edmond Maire, qui ajoute que la « vieille mythologie selon laquelle l'action syndicale c'est la grève a vécu » (2).

Pourtant, ils peuvent avoir des résultats positifs, notamment sur les possibilités d'une conscience plus claire des divergences d'intérêt entre salariés et employeurs ; sur la constitution également de la force de la classe ouvrière, qui tient à des savoir-faire, des solidarités, des capacités d'organisation et d'intervention, des grèves entravant production et consommation et non pas au nombre d'électeurs et à l'habitabilité du groupe parlementaire. Les libertaires doivent s'insérer dans ces recherches parce qu'elles sont porteuses d'avenir.

JULIEN MAILLET

(1) « Le Monde » du mercredi 5 février 1986, sous la signature d'Alain Verhoyes.

(2) Edmond, toujours semblable à lui-même, ne nous déçoit jamais.

UN beau jour de l'automne 1980, l'armée m'a cordialement fait savoir qu'elle jugeait ma présence indispensable pour participer à un stage de (dé)formation d'un an, sur fond tricolore, à dater du mois de décembre.

Déclinant l'invitation à me draper dans ses oripeaux, et après une tentative de ralliement à la procédure d'objection collective des O.P. 20, tentative avortée pour cause de dépassement des délais, je décidai d'effectuer une demande de statut d'objecteur. Demande acceptée par l'ex-Commission juridictionnelle à la veille des présidentielles de 1981.

Dès lors, les événements vont se succéder au fil des années et des réformes. *Premier acte* : ordre d'appel au service national sous tutelle du ministère de l'agriculture, accompagnée d'une convocation à une visite médicale en décembre 1981. L'« appelé » ne daigne pas s'y rendre.

Deuxième acte : convocation à la gendarmerie et remise d'un ordre de route portant cette fois en-tête du ministère des Affaires sociales. L'« incorporable » ne daigne pas plus en tenir compte.

Troisième acte : réception d'une lettre du ministère des Affaires sociales datée de juin 1984 m'enjoignant de « régulariser » ma situation dans un délai d'un mois sous peine de poursuites. Pas de réponse, donc pas de régularisation.

Résultat des courses : après bientôt deux ans sans nouvelles de l'autorité civile ou militaire, présentation à mon domicile début mars d'un mandat d'amener, délivré par un juge d'instruction de Versailles, me notifiant mon inculpation pour insoumission.

Moralité : « Au secours ! la gauche s'en va, la droite revient, la répression demeure. » C'est d'ailleurs bien là le trait commun, pour ceux qui en douteraient encore, des gouvernements qui se succèdent aux commandes de notre beau pays.

Pourquoi l'insoumission ?

Force est de constater que la lutte antimilitariste s'est trouvée elle aussi touchée par l'« état de grâce » de l'après-mai 1981 et que l'insoumission au service civil en particulier en a subi le contre-coup. Mais si cette régression est une réalité indiscutable, les raisons de l'insoumission sont toujours, elles, à l'ordre du jour. Plus que jamais l'objection ne prend tout son sens que dans le refus d'effectuer un service de remplacement sous tutelle étatique.

Etre insoumis, c'est faire preuve d'un antimilitarisme conséquent. C'est essayer de mettre ses actes en conformité avec ses idées et refuser concrètement les valeurs incarnées par l'institution militaire.

Parcours d'un insoumis

Des dangers bien réels

Du protocole Hernu-Savary signé en septembre 1982, qui cristallise une situation d'ingérence du militaire dans le domaine de l'enseignement, aux péripéties du « Rainbow Warrior » et de l'intervention au Tchad, affaires qui ont occasionné une véritable levée de boucliers de toute la classe politique autour de « son » armée, la logique suivie est toujours la même.

Dans tous les cas, l'Etat distille, au travers de son bras armé, une idéologie qui tend à faire de chaque individu un citoyen-soldat en puissance. Cette idéologie est sous-tendue par un discours interclassiste propageant le mythe d'une « Patrie » ou d'une « communauté nationale », notions abstraites qui n'ont aucun lien avec la réalité sociologique d'un pays, mais qui présentent l'avantage de faire accroire l'idée d'un consensus national.

Du coup, admirable tour de passe-passe, on gomme ainsi de manière commode tous les conflits sociaux majeurs qui peuvent traverser la société. Quoi de plus naturel dans une atmosphère générale de tiédissement de la vie politique où la cohabitation est de mise !

Mais si l'existence de luttes sociales et d'intérêts antagonistes est niée de façon toute théorique par l'Etat, celui-ci dispose pratiquement d'un puissant arsenal juridico-militaire, pour étouffer dans l'œuf tout trouble visant à perturber le « bon ordre » de la société.

Que l'on songe à ces fameuses ordonnances de 1959 sur la Défense nationale, véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus du mouvement ouvrier, qui permettent en cas de « menace » — qui peut être tout aussi bien une crise intérieure — de militariser de façon quasi instantanée toute la vie économique et sociale du pays. Imaginons un instant la mobilisation de toute la population ouvrière sur son lieu de travail, justifiée par un dispositif monstrueusement légal, soumise à une juridiction et une hiérarchie militaire !

Si la fonction répressive de l'institution militaire est aujourd'hui plus insidieuse que par le passé, si ce

n'est l'utilisation occasionnelle du contingent comme main d'œuvre « jaune », le danger potentiel qu'un tel dispositif représente pour le monde du travail subsiste bel et bien.

Vers un renouveau des luttes ?

C'est un fait, l'arrivée de la gauche au pouvoir et l'attente d'une réforme du statut des objecteurs, elle-même suivie d'une période de relative accalmie, ont entraîné la brusque dégringolade du mouvement antimilitariste.

Ce n'est qu'au printemps 1985, à l'occasion de grève de la faim de copains insoumis totaux incarcérés, qu'on a vu se reformer l'amorce d'un soutien qui allait au-delà de celui, généralement ponctuel et localiste, créé autour de procès de réfractaires à l'armée. Et il est significatif de l'état du mouvement qu'il ait fallu attendre que la répression se déplace du terrain de l'insoumission totale à celui de l'objection pour que se constitue, à la suite de la vague de procès de ces derniers mois, un regroupement national de groupes antimilitaristes : la Coordination de soutien aux réfractaires (C.S.R.).

Malgré tout, et même si dans un premier temps cette coordination se développe surtout autour du soutien — indispensable — aux inculpés, elle constitue évidemment un fait très positif et peut être déterminante pour l'avenir des luttes antimilitaristes en général.

Nul doute que la répression, si bien engagée par les socialistes, se poursuit et s'accroît sous le règne des vieux briscards de la droite musclée de retour aux affaires. Demeure également la possibilité d'une convergence de vues autour d'un certain nombre de points précis, notamment sur les questions ayant trait à la Défense nationale, des blocs P.S. et R.P.R.-U.D.F. à l'Assemblée nationale.

Dans l'éventualité d'une telle situation, et une fois jeté aux orties le clivage formel droite-gauche, on assisterait alors à l'émergence d'un front commun de la classe politique face à un renouveau des luttes. A cet égard il sera intéressant d'analyser le résultat des procès de réfractaires qui comme moi auront le « privilège » de figurer parmi les premiers condamnés pour délit d'opinion sous un gouvernement de cohabitation.

Quoiqu'il en soit, face aux procès qui s'annoncent, il est urgent de construire un rapport de forces susceptible de faire reculer le pouvoir.

L'antimilitarisme a aujourd'hui la possibilité de repartir sur de nouvelles bases, tant mieux. Mais le plus difficile reste à entreprendre !

CHRISTOPHE POTTIER
(Gr. Voline)

J.-P. II ratisse large !

L'EGLISE a toujours pris parti politiquement. Dire cela n'est d'ailleurs pas lui en faire reproche puisqu'il est de toute façon impossible de ne pas avoir une position par rapport aux données politiques : c'est une évidence inévitable, de part sa seule existence, elle intervient politiquement. Cependant, on peut lui reprocher la diversité de ses positions politiques (1), selon les circonstances. Le plus souvent du côté de l'Etat, soutenant le gouvernement, quelquefois en opposition à celui-ci, localement et bien souvent sans être vraiment unie dans ces cas-là (Pologne, Brésil...)

Le Vatican vient de publier un texte intitulé *Instructions sur la liberté chrétienne et la libération* qui, n'étant pas autre chose qu'une nouvelle position par rapport à la « théologie de la libération », donne une référence à la doctrine de l'Eglise aujourd'hui. Nous n'allons pas ici rappeler tous les griefs que font les anarchistes à l'Eglise et aux religions en général, mais nous allons tenter de mesurer l'importance que peut avoir un tel document dans les mois et les années à venir.

Avec les querelles théologiques, et dans la mesure où celles-ci sont en fait calquées sur

des querelles politiques, s'établit la nouvelle doctrine sociale du Vatican. On se souvient en effet de l'opposition romaine à la « théologie de la libération » accusée d'excès d'allégeance pour le marxisme. Un de ses théoriciens, Leonardo Boff, était même condamné à un an de silence par Rome, ce qui signifiait bien la divergence. Pourtant, il y a quelques semaines — à un mois de l'expiration de sa peine —, Boff était amnistié, et voici qu'une semaine plus tard paraît cette *Instruction*, rédigée par ceux-là même (2) qui avaient dénoncé la « théologie de la libération » et approuvée par le pape, qui se montre nettement plus conciliante avec les quasi-hérétiques d'hier.

Le vrai problème de ce texte est le suivant : comment ne pas être d'accord avec une phrase telle que : « La liberté n'existe vraiment que là où des liens réciproques, réglés par la vérité et la justice, unissent les personnes » ou bien encore « La liberté n'est pas la liberté de faire n'importe quoi, elle est liberté pour le Bien, en qui seul réside le Bonheur » ? L'équivoque est parfaite et même de violents anticléricaux comme le sont les anarchistes peuvent être d'accord avec cela. Mais la justice, c'est quoi ? Et le Bien ?



Est-ce l'égalité ? Le mot n'est pas présent, on peut comprendre égalité si on veut, ou bien inégalité, hiérarchie si on préfère...

Beaucoup de phrases ainsi sorties de leur contexte peuvent satisfaire des tendances politiques fort diverses mais le texte a sa cohérence et se montre

— comme on s'en doutait, il faut bien le dire — franchement antagonique à toute volonté d'émancipation réelle. Ainsi, lorsque enfin on nous dit que les « inégalités et les oppressions de toute sorte qui frappent aujourd'hui des millions d'hommes et de femmes sont en contradiction ouverte avec l'Evangile du Christ », cela nous fait bien plaisir mais si c'est pour en conclure que cela ne peut « laisser tranquille la conscience d'aucun chrétien », il est évident qu'aucun changement ne peut être envisagé dans cet esprit.

D'ailleurs, en écrivant que la lutte contre le chômage est « une tâche primordiale qui s'impose aux individus et à l'initiative privée, mais aussi à l'Etat », l'Eglise ne fait pas autre chose que de considérer le capitalisme comme bon. Et il s'agit encore de justification du rôle de l'Etat quand on nous « instruit » du fait que les « autorités politiques règlent l'exercice des libertés (mais) ne sauraient prendre prétexte des exigences de l'ordre public et de la sécurité pour limiter systématiquement ces libertés ».

Il y a donc bien une cohérence dans tout cela. C'est une sorte de volonté démocrate qui est exprimée là, en estimant donc

que certains abus ne sont pas conformes à l'Evangile tout en reconnaissant implicitement que d'autres sont inévitables. Plus grave, l'Eglise justifie certains abus, déclarant que la lutte armée ne peut être comprise que comme « ultime recours » face à une « tyrannie évidente et prolongée ». Le puritain Reagan se frotte les mains en pensant au Nicaragua à l'encontre duquel l'embargo qu'il décrétait en avril 1985 n'était sûrement pas autre chose que la « résistance passive », à savoir l'action politique la « plus conforme aux principes moraux », dixit l'*Instruction*.

Que les interprétations multiples puissent être lourdes de conséquences n'est pas le seul résultat de ce texte. Son objectif, s'il est de suivre le sens du vent, est donc aussi de renforcer l'influence d'une Eglise en perte de vitesse que ce soit sur le plan spirituel ou (et c'est indissociable) sur le plan de la gestion de son capital. Dieu serait-il satisfait de voir l'Eglise déposer son bilan ?

GUY LAGRANGE

(1) Pourtant basées sur les mêmes textes.

(2) Encore qu'une personnalité semble franchement prédominante, le cardinal Ratzinger.

DOSSIER : LA CRISE ÉCONOMIQUE

LA crise économique est-elle conjoncturelle ou structurelle ? S'agit-il d'intoxe pour mieux augmenter les profits, d'une simple restructuration dans le cadre de la gestion capitaliste ou d'un réel essoufflement du système auquel toutes les « solutions » apportées ne sont que des leurres passagers ?

C'est bien là la question fondamentale que l'on peut se poser concernant la pérennité en soi du système

exploiteur. Bien sûr, quelle que soit la réponse que les anarchistes donnent à cette question, il reste pour eux qu'il faut toujours combattre les profiteurs, lutter classe contre classe.

Que la crise économique soit ou non une crise du mode de régulation, les patrons chercheront toujours à optimiser leurs profits. Cependant, un échec du capitalisme, une faillite effectivement en cours sous nos yeux

du système nous rappelle que, comme l'écrivait Ellysée Reclus, « une harmonie secrète s'établit entre la terre et les peuples qu'elle nourrit, et quand les sociétés imprudentes se permettent de porter la main sur ce qui fait la beauté de leur domaine, elles finissent toujours par s'en repentir ».

Alors la société libertaire n'est pas seulement un autre type de société : c'est la société de l'harmonie.

Etranglement d'une régulation

MÉFIONS-NOUS des simplifications. Ni la croissance des « nouveaux pays industrialisés » (N.P.I.) ni le développement des charges des entreprises n'expliquent sérieusement la crise. Quant aux chocs pétroliers et au marasme financier, ils constituent bien des facteurs de précipitation et d'accélération de celle-ci. Mais ils ne rendent pas compte de sa logique profonde. La crise économique relève de mécanismes singulièrement plus complexes : c'est de l'effondrement d'un mode de régulation (1), de l'asphyxie du « fordisme » dont il s'agit.

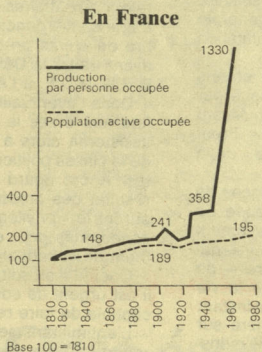
Le cercle « vertueux »

Le capitalisme développé repose en effet depuis cinquante ans sur les principes et les innovations du géant américain de l'automobile. Ford, c'est premièrement une invention : la chaîne, un travail répétitif, parcellisé, une production standardisée qui poursuit le taylorisme vers toujours plus de productivité et toujours moins d'initiatives ouvrières.

Ford suit Taylor, il le dépasse aussi. Car si, côté face, le tapis roulant de la chaîne accélère la production et la productivité, côté pile des hausses de salaires permettent une consommation populaire, une demande plus forte. Dans les années 30, Ford fait placarder dans l'ensemble des Etats-Unis des offres d'emplois promettant « *five dollars a day* », deux fois plus que partout ailleurs. Le « fordisme », c'est aussi cette innovation d'un pouvoir d'achat qui augmente pour tous et d'une meilleure couverture sociale (retraite, assurances maladie et chômage).

C'est précisément sur ces techniques et plus largement sur ce mode de régulation perfor-

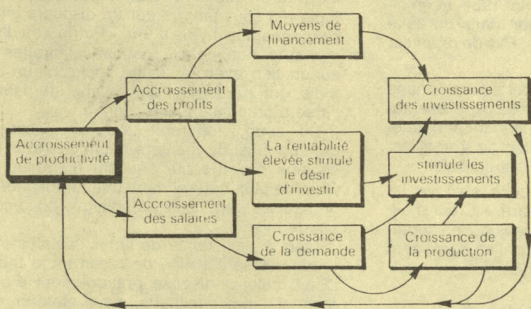
mant et bipolaire (« on accélère la production, on permet la consommation ») que l'économie capitaliste repose depuis près de cinquante ans. C'est ainsi que s'élabore la croissance économique de l'après-guerre. On assiste alors à une extraordinaire progression de la productivité du travail dans les pays capitalistes développés, 5,5% par an, soit une multiplication par quatre en 25 ans.



D'autre part, la demande des ménages connaît globalement une croissance rapide. Malgré la crise, la consommation moyenne par habitant en France est multipliée par deux de 1959 à 1985. Le changement est particulièrement marqué en ce qui concerne la diffusion de biens durables (21% des ménages français disposaient d'une automobile en 1953, ils sont 72,3% aujourd'hui ; 7,5% des ménages français disposaient d'un réfrigérateur en 1953, ils sont 96,4% désormais...). De 1945 à 1980, en France, le niveau de vie des Français a été multiplié par quatre (voir graphique ci-contre).

Le « fordisme » fonctionne ainsi jusqu'au milieu des années 60, l'accroissement de la productivité et la stimulation de la consommation des ménages entraînant la dynamique. Le mode de régulation peut alors se

schématiser de la manière suivante :



de bénéfices des capitalistes se réduisent.

deviennent de plus en plus capitalistiques. Ainsi dans l'industrie française, chaque poste de travail obligeait à une immobilisation moyenne de capital de 39 650 F en 1959, et de 74 880 F en 1973 (chiffres exprimés en francs constants de 1970). Les besoins financiers des entreprises augmentent donc à un rythme rapide et elles recourent largement à un endettement qui les fragilise. Enfin, sur la période, avec le « boom » du tertiaire, les coûts de « médiation » montent en flèche (frais de « marketing », de gestion, de transport, d'emballage, de commercialisation...). D'ores et déjà, pour de nombreux produits, le coût de fabrication représente moins de 20% du prix payé par le consommateur final.

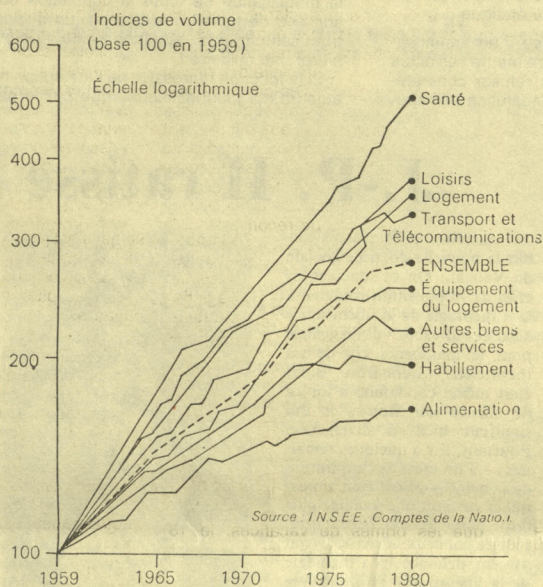
Second mouvement : la demande mondiale se transforme. Si on examine la composition sectorielle, on constate que de nombreux secteurs traditionnellement porteurs ne le sont plus. La demande de machine-outils croît par exemple au rythme de 8,3% l'an entre 1960 et 1970, mais décroît de 1,1% par an depuis 1970. Le matériel concernant le bâtiment et les travaux publics, les pneumatiques, le verre, les métaux non ferreux, le gros matériel électrique, l'automobile, la mécanique générale, dont les taux de croissance se situaient entre 6 et 10% voient leur croissance annuelle entre 1970 et 1980 réduite à des taux qui ne dépassent pas 2,5%.

La demande de produits industriels ne diminue certes pas, mais son rythme de croissance s'est nettement ralenti : il était, selon l'estimation du C.E.P.I.L., de l'ordre de 6,6% par an entre 1960 et 1967, de 4,8% par an de 1967 à 1971 et seulement de 2,5% par an depuis cette date. « Fragilisation » des entreprises et réduction des marges de bénéfices des capitalistes d'une part, ralentissement de la demande dans des secteurs traditionnellement porteurs d'autre part, la régulation « fordiste » s'essouffle. Tout est prêt pour la crise.

Un cercle vicieux

Les entrepreneurs qui assistent à l'étranglement d'un système qui leur fût tout bénéfice — car il faut comprendre les progressions concédées du pouvoir d'achat des ménages comme moyens (conscients ou inconscients d'ailleurs) pour le capitalisme de multiplier son profit et sa production — ne l'entendront pas de cette oreille.

Croissance de la consommation par fonction



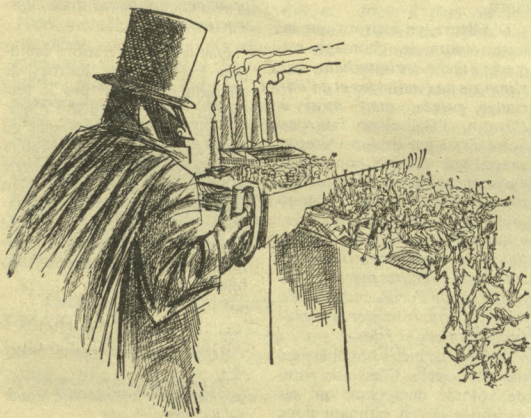
Tout à une fin, même le paradis des entrepreneurs, et à partir du milieu des années 60 — c'est-à-dire bien avant le premier choc pétrolier et les dérèglements graves du système monétaire international — la mécanique s'enrhume, puis se grippe.

Essoufflements

Ce qui sous-tendait le système, c'est-à-dire la croissance soutenue de la productivité et de la demande, manifeste des signes sérieux d'épuisement. Premier mouvement : les entreprises se fragilisent et les marges

Cela pour trois raisons. Tout d'abord, on constate depuis 1965 un ralentissement des gains de productivité. On a beau augmenter le volume de capital, les hommes ne suivent plus le mouvement. Lorenzi et Pastré, dans *La crise du XX^e siècle*, démontrent ce phénomène. Un taux de rotation du personnel élevé, l'absentéisme fréquent, le développement des malfaçons, qui sont autant de reflets du rejet du travail parcellisé, pèsent négativement sur la productivité (voir graphique page suivante).

Ensuite, et parallèlement, les techniques de production



Michel Aglietta, dans *Régulation et crises du capitalisme*, en analysant avec finesse le cas des Etats-Unis, restitue clairement un modèle d'enchaînement qui, avec des particularités nationales bien sûr, génère les dérèglements qu'on nomme « crise ».

L'ensemble des capitalistes ne parviennent plus à maintenir leur taux de profit car les conditions de production deviennent défavorables (voir les deux mouvements indiqués ci-dessus). Conséquence immédiate : pour restaurer leurs bénéfices, les entreprises développent une inflation par les coûts et tendent à éliminer les travailleurs. Il a fallu absorber ailleurs ces travailleurs pour maintenir la progression de la demande des ménages, condition *sine qua non* du maintien du mode de régulation.

Il en résulte, et les dérèglements économiques fondamentaux proviennent initialement d'ici, un extraordinaire étrangement industriel. L'industrie est prise entre la baisse de sa productivité et la hausse des frais qu'elle doit payer. Elle doit premièrement faire face à la montée de la pression fiscale qui correspond au gonflement des budgets sociaux des Etats. Elle doit, d'autre part, du fait de son endettement de plus en plus lourd, faire face à la montée des taux d'intérêts que lui impose le

secteur financier. Elle doit, enfin, supporter l'augmentation du prix des prestations du secteur tertiaire dont l'essor est un des éléments clef de la période.

Nous ne vivons pas, bien sûr, la fin d'un monde ni la fin du capitalisme : turbulence n'est pas implosion. Mais la crise économique, c'est fondamentale-

ment cela : le cœur de la mécanique « fordiste » se trouve en quelque sorte étouffé par ses propres processus de régulation.

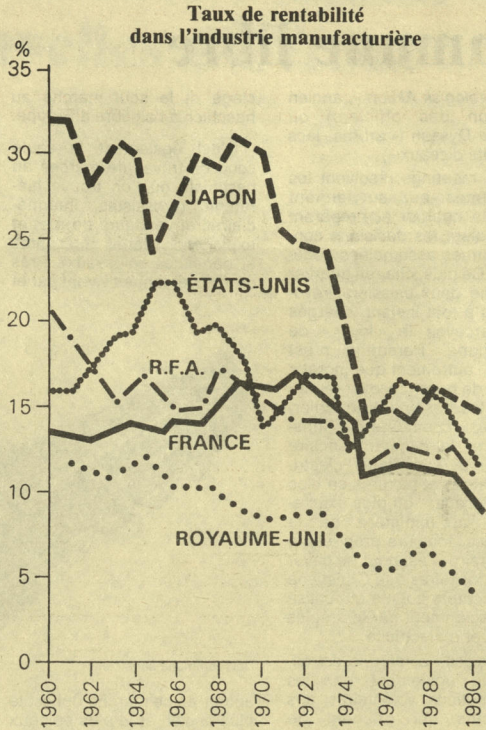
Alors, vers quoi risque-t-on de s'orienter ? Vers un libéralisme tout à la fois pré et « post-fordien ». Pré-« fordisme » en effet que ces baisses déguisées de pouvoir d'achat auxquelles mènent les politiques d'austérité ou de rigueur. « Postfordisme » que l'augmentation sans cesse accrue des cadences de travail (loi de flexibilité et « cercles de qualité » pour rentabiliser davantage la main d'œuvre). « Postfordisme », aussi que cette atomisation sans cesse accrue du monde du travail qui le priverait de toute possibilité de penser ses intérêts communs (développement du travail « chez soi », par exemple). En

bref, tous les inconvénients d'avant-Ford et tout l'inacceptable du mode de régulation des économies capitalistes développées depuis cinquante ans. Il est bien certain que l'imposition d'un consensus sur l'idée d'une crise inéluctable favorise cette tendance. Seulement qui paye la crise ? (2) Ce n'est pas le monde du capital.

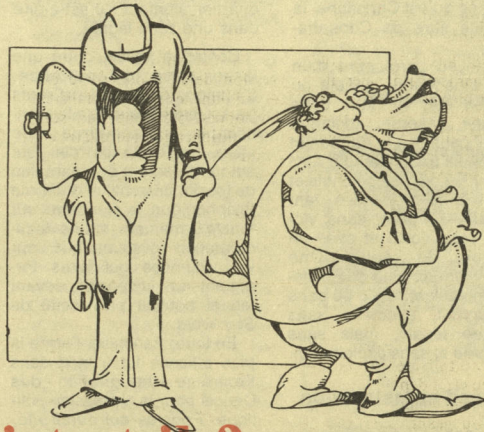
WILLY PELLETIER
CÉCILE NEVEU
(Gr. de Lille)

(1) Quelques livres importants reproduisent cette analyse : « Croissance et crise » de Barou, Billaudot et Granou ; « La crise du XX^e siècle », de Lorenzi et Pastre ; « Crises et régulation du capitalisme », de Aglietta ; et le très accessible « La crise » de Clerc et Lipietz.

(2) Réponses chiffrées dans les « Monde libertaire » du 14 novembre 1985 et du 4 avril 1986.



Source : C.E.P.I. Le Monde, 17 mai 1980



Le « fordisme » existe-t-il ?

NOUS avons demandé à un camarade dont l'activité de syndicaliste a recouvert à peu près la période des fameuses « trente glorieuses », Sébastien Basson, qu'il nous fasse part de ses interrogations quant à la teneur réelle de la crise. Si son point de vue diverge sensiblement de l'analyse exprimée dans ce même dossier, il n'en est pas moins présent parmi les anarchistes.

— **Le « Monde libertaire »** : Il y a eu en France, ces trois dernières années, une légère baisse du pouvoir d'achat alors que depuis longtemps il augmentait. Il y a eu aussi une remise en cause d'acquis sociaux ; on peut même s'attendre à une remise en cause du S.M.I.C... Tout ceci ressemble fort à une régression et on nous dit depuis une dizaine d'années que — si je résume — il nous faut nous serrer la ceinture à cause de la crise économique. A ton avis, est-ce la faute de la crise ?

— **Sébastien Basson** : Une première observation : l'expression « une légère baisse du pouvoir d'achat » est, pour le moins, surprenante. En réalité un large secteur de la classe ouvrière est fortement touché dans son niveau de vie, les « intéressés » n'ayant nullement besoin des statistiques de l'I.N.S.E.E. pour s'en rendre compte. D'une part les chiffres officiels sont des moyennes qui recouvrent des situations fort différentes et il est évident que le pouvoir d'achat de tous les ménages n'a pas évolué de la même façon !... Ensuite le mode de calcul de l'indice des prix est sujet à caution. Il a toujours été contesté, à juste titre, par la plupart des organisations syndicales. Ainsi la « baisse » des prix de février claironnée par Béré a fait rigoler beaucoup de gens.

Soyons sérieux et n'oublions pas que les salaires, les retraites, les garanties de ressources sont bloqués depuis le premier plan de rigueur, en 1983, que

les indexations sont déclarées illégales. En 1985, dans bien des entreprises, les augmentations de salaires ont été inférieures à la hausse officielle des prix et parfois inexistantes. Surtout il ne faudrait pas oublier la dramatique baisse du pouvoir d'achat de ceux qui perdent leur emploi. Et ils sont un million à ne plus avoir de pouvoir d'achat du tout ! Par ailleurs, parmi les travailleurs qui retrouvent un emploi ou qui « bénéficient » de mesures de reconversion, la perte de revenu est parfois très importante par rapport à la situation antérieure et cela n'est pris en compte par aucune statistique. Dans les régions industrielles les plus gravement atteintes, la paupérisation est évidente. Il ne faut pas se boucher les yeux.

On peut dire bien sûr que c'est « la faute de la crise », les crises économiques, qui ruinent aussi des capitalistes, frappent d'abord, et cruellement, les travailleurs. De plus les patrons profitent de la situation pour aggraver l'exploitation, comprimer les effectifs et revenir sur des avantages acquis tels que les primes de vacances, le 13^e mois, ce qui contribue aussi à la baisse du pouvoir d'achat.

— **M.L.** : Es-tu d'accord avec cette analyse qui veut que la crise économique soit une crise du « fordisme » ?

— **S.B.** : Je ne crois pas que la crise économique soit une crise du « fordisme » pour la bonne raison que je ne crois pas à la réalité du « fordisme » lui-même, c'est-à-dire de cette théorie selon laquelle des salaires élevés seraient des éléments de prospérité pour les capitalistes...

Mon activité de syndicaliste a recouvert à peu près la période des fameuses « trente glorieuses » et j'affirme que j'ai toujours vu, partout, des patrons résistants à outrance à toutes les revendications tant sur les salaires que sur les réductions du temps de travail. Pour les patrons le profit maximum s'obtient par la compression des coûts salariaux.

C'est pourquoi le blocage des salaires, la rigueur « socialiste » ont permis aux capitalistes de regonfler leurs profits.

En vérité, il n'y a aucune raison de remettre en cause ce que Proudhon avait fort bien décrit. Fondamentalement il n'y a rien de changé, quoi qu'on puisse en dire : le problème économique est toujours celui d'une répartition. Ce que les uns obtiennent, les autres ne l'ont pas. Si les salaires augmentent, les profits diminuent. C'est précisément ce qui s'est produit dans les pays industrialisés, en période d'expansion et de plein emploi, quand le rapport des forces était plus favorable à la classe ouvrière.

Dans le *Bilan économique et social de 1980*, Gilbert Mathieu indiquait que la baisse de rentabilité du capital enregistrée dans les années 60 provenait notamment de l'élévation des salaires et de l'amélioration de la protection sociale qui « ont modifié la répartition de la valeur ajoutée en faveur des salaires et au détriment des profits ». Soulignons, tout de même, qu'il y avait une autre cause essentielle à cette situation : le taux de profit baisse dans la phase qui précède une crise, c'est-à-dire quand on arrive à une période de « surproduction » (On a fabriqué trop de produits par rapport à la demande solvable). Cette chute résulte du poids des « surinvestissements » qui caractérisent ce moment du cycle.

Nous voici donc aux antipodes du « fordisme » et je suis convaincu qu'il faut combattre avec la plus grande énergie toutes ces thèses sur la « société de consommation » selon lesquelles les capitalistes, pour s'enrichir, nous poussent à consommer. Elles aboutissent à la conclusion — défendue par certains cercles de la C.F.D.T. — qu'il faut abandonner les revendications « alimentaires », « quantitatives » au profit des revendications plus « nobles », « qualitatives ». Rien ne ferait plus plaisir aux patrons que si nous écoutons cette chanson-là...

— **M.L.** : Mais il y a eu effectivement une hausse du pouvoir d'achat des travailleurs si l'on regarde sur un siècle...

— **S.B.** : Effectivement... Mais il y a eu aussi des luttes ouvrières, non ? Rappelons-nous le bond des salaires en 1936. Et en mai-juin 1968, nous avons obtenu en un mois de grève plus que pendant les dix années précédentes. Mais le sujet est vaste. Il faudrait avoir la place pour parler de l'évolution des techniques et des sciences, de l'abaissement de la valeur des produits (et de celle de la qualité, bien souvent), du travail au noir, de cette seconde journée pour compléter le budget, ce qui a permis à des familles de travailleurs de disposer de quelques objets qui, tout compte fait, constituent un bien modeste patrimoine. Le niveau de vie de la classe ouvrière oscille autour d'un « minimum vital » qui n'est pas une donnée absolue mais dépend du niveau technique atteint par une société et des rapports de forces existant à un moment donné.

— **M.L.** : Si le mieux-être des travailleurs est essentiellement dû à leurs luttes, n'est-ce pas aussi ce que les patrons ont bien voulu céder tant qu'il n'y avait pas là une remise en cause vitale pour eux ?

— **S.B.** : S'ils le pouvaient les patrons ne céderaient jamais rien. Les plus intelligents cèdent un peu, pour avoir la paix. Mais ils leur arrivent d'être obligés de céder ce qui constitue une « remise en cause vitale ». C'était le cas en 1936 et en 1968, car les hausses importantes de salaires mettent en cause le profit d'une façon inacceptable pour eux. Et c'est pourquoi ils cherchent à reprendre tout de suite ce qu'ils ont dû lâcher, notamment par l'augmentation de la productivité et par l'inflation. C'est pourquoi la lutte économique, en s'attaquant au profit, met en évidence l'impossibilité pour le capitalisme de satisfaire de façon durable les revendications de la classe ouvrière.

DANEMARK

Christiana la commune libre

IMAGINEZ que les invalides, à Paris, aient été squattés depuis quinze ans par des anarchistes, des hippies mal repentis, des fous, des esquimaux, des homosexuels (et homosexuelles), des petits rusés et de gros naïfs. Que ni la police (malgré deux ou trois raids hebdomadaires), ni l'extrême droite, ni l'héroïne, ni le gouvernement, ni l'apathe ne soient parvenus à les chasser. Vous aurez alors une idée de ce qu'est Christiana, la commune libre de Copenhague.

Un noyau permanent d'un millier d'habitants, doublé ou triplé en été, vit dans cette ancienne caserne, mélange de fortifications à la Vauban et d'énormes baraques du XIX^e siècle. Ils n'ont pas de chefs et règlent leurs problèmes, tant que faire se peut, sans violence, sans votes et avec un minimum de règles. Une bonne cinquantaine de collectifs y travaillent, avec ou sans but lucratif, avec ou sans structure légale, mais sans hiérarchie et sans exploitation.

Genèse et installation

En 1969, l'armée danoise abandonna la caserne de Prinsessegade, trop vieille et trop centrale. Pendant deux ans, les artisans de Copenhague pillèrent les installations, sous les yeux du quartier écœuré devant ce gâchis d'espace, en pleine crise de logement. Après avoir pris l'habitude d'y promener leurs enfants, certains emménagèrent discrètement. Puis, dans un journal équivalent à *Actuel* première manière, un article « Emigrez avec le bus n°8 » lance l'idée d'en faire une commune libre.

Des gens d'horizons très différents viennent s'installer dans les bâtiments dévastés, les premiers collectifs se montent, la réparation commence en même temps que les premières attaques de l'extérieur. Pour se défendre, Christiana va utiliser des moyens adaptés à chaque menace.

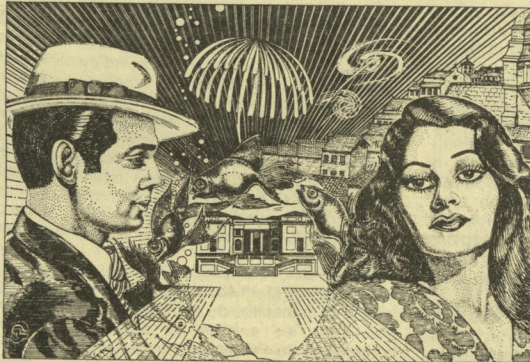
Juridiquement, Christiana n'étant évidemment pas une personne morale, une association de soutien composée de gens du cru et d'amis extérieurs va intenter procès sur procès au gouvernement. Formellement, ils seront tous perdus, non sans que les tribunaux ne cessent de répéter que l'existence de Christiana est un problème politique et non juridique. Sur ce plan, Christiana est bien placée.

Un effort constant d'explications, quelques actions théâtrales célèbres dans toute la Scandinavie et la relative tolérance des Danois lui apportent le soutien d'une très large partie de la population. Le Parlement lui a d'abord accordé un statut ambigu d'« expérience sociale », puis sa « normalisation ». Et les services sociaux collaborent directement avec les Christianites.

Contre l'héroïne, d'autant plus envahissante que la police était ravie de concentrer les « junkies » les plus encombrants à Christiana, il a fallu en 1979 monter une « *Junk-Blokade* » non violente, qui permit de proposer une aide à ceux des « junkies » qui l'acceptait et de chasser les autres avec leurs fournisseurs. Le succès durable de l'opération en fit le modèle d'une seconde, cette fois dans le quartier alentour ; c'est-à-dire dans une zone légale.

Contre la police, outre une large dose de patience, d'humour, de ruse et... d'œufs frais, Christiana utilisa la technologie d'avant-garde : de vieux barils de pétrole tout autour du squatt et tenant lieu de tocsin, une chaîne d'alarme téléphonique s'étendant sur tout le Danemark, et une documentation systématique sur les violences policières formaient un dispositif devant lequel pouvait pâlir celui de *Star Wars*.

En toute franchise, l'arme la plus efficace fut à mon sens l'extrême répugnance des Danois pour la répression politique. Pour ce qui aurait été, en France, la banale éviction d'un terrain de jeux sauvage, tournant au matraquage tous azimuts, le *France-Soir* local (*Ekstra-Bladet*) titra : « *Guerre civile !* ». La police aurait pu



détruire Christiana, mais aucun gouvernement n'aurait survécu aux conséquences des violences policières nécessaires.

Vous avez dit organisation !

La seule autorité reconnue par les Christianites est celle de leurs assemblées générales : mais sans vote, elles servent en fait beaucoup plus souvent de forum que d'organes de décision. Avec les fous, les chiens (il y en a environ 300 !) et la bière, elles évoquent irrésistiblement pour les connaisseurs l'Odéon en 68, cru mémorable s'il en fut. Deux types de meetings plus efficaces ont lieu, plus réduits. Christiana s'est divisée en 10 quartiers. Ainsi, Fredens Ark (le plus gros bâtiment, ancien chef des « junkies »), Psyak

(« *psykologisk Aktion* », ancien pavillon des officiers) ou encore Dyssen (« arbres, lacs et petits oiseaux »).

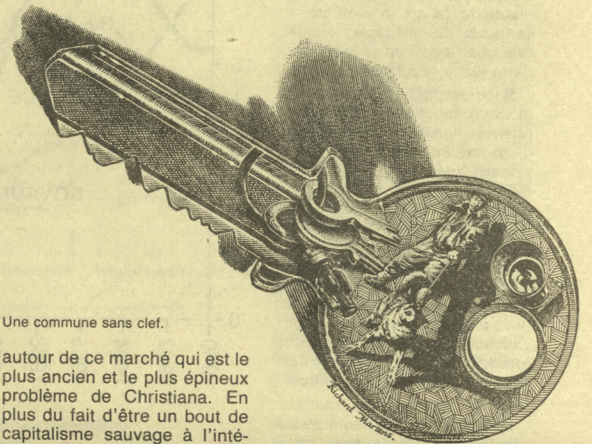
Ces meetings résolvent les problèmes qui surviennent dans le quartier et préparent ou relaient les décisions concernant les assemblées générales. De plus, chaque quartier désigne deux caissiers, révocables à tout instant, chargés de percevoir le « loyer » de Christiana. Personne n'est obligé, autrement que moralement, de payer ce loyer réparti entre les besoins du quartier, la caisse commune de Christiana et le compte bancaire destiné à régler l'eau, l'électricité fournis et facturés en bloc à Christiana... ou plus exactement au ministère de la Défense, toujours propriétaire du terrain. C'est pour ne payer à des militaires que Christiana a ce compte qui n'a été utilisé que récemment par les régies d'eau et d'électricité.

La caisse commune est alimentée également par les contributions volontaires des collectifs qui gagnent de l'argent, et par un versement global par les bureaux d'aide sociale, d'aides au loyer, gaz, chauffage, etc., dus à bon nombre de Christianites et estimés à un taux très inférieur à celui de l'extérieur. Ces quelques dizaines de milliers de francs par trimestre servent

clage et le seul marché au haschich à l'air libre d'Europe.

C'est également la seule zone de travail (le marché au haschich) où l'on trouve hiérarchie (grossistes, intermédiaires et vendeurs de rue) et exploitation (dettes écrasantes et bénéfiques colossales). Près de 150 personnes vivent par et

théâtre de Christiana lança « *l'Armée des pères Noël* » : pendant une semaine, des dizaines de pères Noël défilant au pas de l'oie, en hélicoptère, sur des chevaux blancs, suivis d'anges et de fées envahirent la Bourse, les trous à touristes, les banques, les syndicats et même le quartier général de la



Une commune sans clef.

autour de ce marché qui est le plus ancien et le plus épineux problème de Christiana. En plus du fait d'être un bout de capitalisme sauvage à l'intérieur d'une commune libre, il y attire la police, l'argent, des Hell's angels particulièrement envahissants et brutaux, et l'alcool. La plupart des conflits internes à Christiana depuis la « *Junk-Blokade* » ont eu lieu entre « *pushers* » (du marché) et activistes, avec un marais majoritaire prenant parti tantôt pour les uns tantôt pour les autres.

Et maintenant

A l'heure actuelle, les Hell's angels s'assassinent les uns les autres, le gouvernement supplie les restaurants et les bars de bien vouloir payer leur T.V.A., les souffleurs soufflent et les fumeurs fument... Rien à signaler ! « Pourvu que ça dure », disait madame mère à Napoléon.

Pour la fin, une histoire... En décembre 1973, un groupe de

police. Ils rendirent visite au Magasin du Nord, distribuant aux clients des livres rouges et noirs disent les uns, et ce qu'ils trouvaient sur les étagères ajoutent les autres.

Tout d'abord, les chefs de rayons ne réagirent pas : des pères Noël à Noël, quoi de plus normal ? Puis retentit un appel affolé : « *La direction informe la clientèle et le personnel que les pères Noël ne sont pas des vrais pères Noël !* ». La police arriva et, grâce à quelques caméras, tout le Danemark eut plus tard droit au spectacle d'une enfant en pleurs demandant : « *Mais pourquoi ils tapent sur le père Noël ?* ».

MANUEL

L'ÉTÉ n'est pas vraiment le meilleur moment pour aller faire un tour à Christiana. Vous le savez maintenant, la population y double, triple et les Christianites sont parfois agacés par l'afflux de touristes. Expérience en tout point remarquable, cette commune libre qui existe tout de même depuis 1971 concentre tout ce que l'Europe scandinave compte de contestations sociales. Dernièrement, des représentants des peuples Hopi et Navajo, qui luttent contre leur expropriation de la terre de Big Mountain, s'y sont rendus afin de populariser leur combat. Plus qu'un projet collectif, une volonté ou un engagement commun, Christiana c'est avant tout une somme de sensibilités très très diverses, parfois contradictoires, une multitude de recherches et de démarches. Christiana, c'est aussi un modèle d'organisation sociale exemplaire. Le meilleur bouquin, référence obligatoire en attendant l'expérience sur le terrain, c'est « *Christiana* » de Catpoh, éditions Alternatives. L'adresse : Christiana, Badmaendstraede 43, 1407 K Copenhague, Danemark.

HERVÉ

ANGLETERRE

Murdoch et le « Times »
Nouvelles du front

DES piquets de grève ont bloqué le 15 mars, et ce pour la première fois, les routes et voies d'accès en utilisant des barrières de sécurité métalliques comme barricades. Pour freiner et gêner l'élan des charges de flics et de brigades montées, mais également pour entraver la circulation des cars transportant les « jaunes » au boulot et des poids lourds qui distribuent la presse de Murdoch.

Murdoch, toujours aussi à l'aise dans son cynisme et sa crapulerie, a proposé aux cinq mille cinq cents ouvriers du Livre licenciés par ses soins de reprendre pour leur compte les établissements désormais vides de Fleet street. Nouvelles manifestations. Nouveaux affrontements. Si dans la rue les initiatives des grévistes comme celles de leurs sympathisants (incendies de véhicules de la T.N.T., entreprise « jaune » de distribution) font gémir Murdoch, légalement et juridiquement ce dernier a gagné le conflit.

Le Monde libertaire a donné l'occasion à ses lecteurs de juger de l'extrême nocivité de la nouvelle législation du travail britannique qui donne encore une fois le champ libre à des salauds comme Murdoch pour se défaire d'une partie (coriace) du mouvement ouvrier organisé.

La National Graphical Association (N.G.A.) s'est mise hors la loi par ses appels répé-

tés au boycott et au sabotage de la composition et de l'impression de la presse Murdoch. En janvier, la N.G.A. avait appelé à un mouvement de boycott contre les suppléments du Times, Times Educational Supplement, Times Higher Education Supplement et Times Literary Supplement.

L'arrêt du tribunal saisi par la société Times Newspaper Ltd, condamna cette action en prétextant que la N.G.A. n'avait pas procédé à une consultation de ses adhérents et que le plaignant considérait cette action comme un piquet de grève secondaire. En principe, cela ne tient pas la route, mais, car il y a un mais, l'employeur impliqué dans ce conflit n'est pas (sic) le même qui possède les suppléments.

Sous le coup de l'Employment Protection Act, les imprimeurs Type Matters et Northampton Mercury Ltd sont considérés comme fournisseurs et peuvent donc être boycottés. La ruse de Murdoch fut de créer une société tampon, News International Supply Ltd, de façon à ce que tout boycott soit interprété par les tribunaux comme une action secondaire. Et, c'est cette compagnie (et non Times Newspaper Ltd) qui dénonça le mépris des décisions de justice de la N.G.A. quand celle-ci renouela son appel après la décision du 28 janvier.

Rappelée devant les tribunaux, la N.G.A. annula son second appel (avec à la clef une amende de 25 000

livres !), puis, une heure après, lança un troisième appel au boycott. Faisant remarquer, que cette fois, elle avait procédé à une consultation de ses membres et était donc parfaitement en droit d'appeler au boycott.

Quelques heures plus tard, Murdoch saisit le tribunal pour mépris des décisions de justice. La N.G.A. leva son mot d'ordre et, peu de temps après, le réimposa. Ainsi de suite...

Il faut savoir que Murdoch a créé six sociétés fantômes : News International Supply Co Ltd (ex-Worthystock Ltd), News International Distribution Ltd (ex-Spark Crown), News International Advertising Ltd (ex-Tyrolese), Times Papers, Times Printing et Times Publishing. Pour compliquer encore davantage la situation, les « jaunes » qui travaillent à Wapping ne sont pas employés par la société Times Newspaper Ltd ou News Group Newspapers Ltd (éditeur du torchon Sun), mais... par London Post !

Pourquoi tant de vice ? Tout simplement parce que Murdoch veut s'assurer que si, au grand jamais, les « jaunes » qui transpirent pour lui se mettaient en grève ou décidaient d'entreprendre une action, ils puissent trouver en face d'eux un tribunal pour déclarer cette action... comme secondaire, donc illégale !

Relations Internationales (D'après « Black Flag »)

Pour assurer l'indépendance du « Monde libertaire », souscrivez...

GRÈCE

Manifestations en chaîne

LA visite du secrétaire d'Etat américain aux Relations extérieures, George Shultz, a provoqué de nombreuses réactions. Une manifestation, appelée le 26 mars par des anarchistes autour du bâtiment central de l'université d'Athènes, fut violemment réprimée dès son commencement.

Quelques 1 500 personnes, décidées à marcher sur l'ambassade des Etats-Unis à Athènes, en protestation contre l'installation d'armes tactiques nucléaires dans les basses américaines en Grèce, n'en ont pas eu le temps. Les forces de l'ordre, en nombre impressionnant, ont chargé sans hésiter. Pluie de lacrymos, tabassages... jusqu'à des poursuites et des scènes de chasse à l'intérieur du campus universitaire, violant en cela le droit d'asile.

Une partie des manifestants (200 environ), réfugiés dans les locaux universitaires, ont résisté un temps aux charges policières tandis que d'autres manifestants, entraînés sur la place d'Exarchia, se faisaient matraqués consciencieusement (même des passants n'y ont pas échappé !).

Tard dans la nuit, des façades de banques et des voitures appartenant à des membres de la mission militaire américaine n'ont su échapper aux cocktail molotov.

Lors de la manifestation, dix-huit personnes furent arrêtées. Le lendemain, en solidarité avec celles-ci, des anarchistes de Salonique occupèrent le bâtiment de l'Ecole des arts et métiers. Rebelote : charges policières, affrontements. Le 28 mars, tous les prisonniers furent libérés sous caution de 30 000 drachmes.

Les jours suivants furent tout aussi agités. De l'occupation de l'école de Salonique aux attentats qui endommagèrent le siège du P.A.S.O.K. (parti socialiste au gouvernement) le 1^{er} avril et l'immeuble de la Bank of Attica d'Athènes, les forces de l'ordre eurent de quoi s'occuper.

Pour le moment, cinquante-deux personnes ont été arrêtées et attendent leur inculpations qui, nous dit-on, risquent d'être sérieuses.

RELATIONS INTERNATIONALES

ESPAGNE

Marche des coursiers à Madrid

LE 16 mars s'est déroulé à Madrid un rassemblement national des coursiers des principales grandes villes espagnoles (Madrid, Barcelone, Valence, Séville, Bilbao notamment).

Ils sont plus de 10 000 à travailler dans ce secteur, avec des conditions de travail extrêmement précaires. Ils travaillent avec leur mobylette personnelle et les sociétés qui les emploient refusent de leur reconnaître le caractère de salariés parce qu'elles leur fournissent du travail pour le compte d'autres entreprises.

A la suite de la mort de l'un d'entre eux à Barcelone dans un accident, les coursiers ont commencé à s'organiser et ont constitué une coordination au niveau national. La manifestation à Madrid le 16 mars correspondait à la date à laquelle le tribunal suprême devait statuer sur l'existence ou non d'un lien salarial entre les coursiers et leurs employeurs. Pour eux, la reconnaissance de leur situation collective mettrait fin à des pratiques scandaleuses. Leurs revendications étaient donc les suivantes :

- reconnaissance du lien salarial et application du droit du travail aux coursiers ;
- salaire minimum mensuel de 60 000 pesetas (3 000 FF)

pour huit heures de travail par jour, avec la possibilité de contrats à mi-temps ;

- trente jours de vacances et paiement du 13^e et 14^e mois ;
- primes d'entretien du véhicule et d'essence de 25 pesetas par course et de 7 pesetas au Km.

Cette manifestation, appuyée notamment par la C.N.T. mais aussi par les Commissions ouvrières, a réuni plus de 1 000 personnes, ce qui constitue un indéniable succès quand on sait les difficultés que peut rencontrer la syndicalisation dans un secteur où les travailleurs sont dispersés.

Relations internationales



Un centre à Londres

LE centre anarchiste « Est de Londres » vient d'ouvrir au 17 Turners Road Limehouse, E.3. Il est ouvert de 13 heures à 19 heures, du mardi au samedi.

Ce centre propose un choix de livres sur l'anarchisme, l'antiracisme, le féminisme... et veut devenir un lieu de débats et de rencontres pour tous les groupes, collectifs anarchistes, verts, squatters, antimilitaristes qui se trouvent dans la capitale.

Les permanences squatt ont lieu le mercredi, de 14 h à 19 h. Le métro le plus proche, c'est « Mile end ».

RELATIONS INTERNATIONALES

ALLEMAGNE

Répression, encore et toujours

DÈS le lendemain de la mort de Gunter Sare, militant assassiné lors de la dispersion par les forces de l'ordre d'une manifestation antifasciste à Francfort (1), des appels à réagir se propagèrent rapidement. A Berlin, comme partout ailleurs en R.F.A., eurent lieu des manifestations monstres, très violentes, qui suscitérent les inévitables conséquences, à savoir de nombreuses arrestations.

Roger Sztatowski fut arrêté, mais n'a pas été relâché comme beaucoup d'autres. Il a été condamné à deux ans et demi de taule. Roger est Français et purge sa peine en cellule d'isolement à la prison de Moabit. Il doit passer en appel cette semaine.

Le Monde libertaire développera dans un prochain numéro le cas de Roger Sztatowski. En attendant, il faut rompre l'isolement tant physique que moral. Roger parle difficilement l'allemand et tout courrier venant de lecteurs français ne peut que l'aider à surmonter encore mieux son enfermement. Son adresse : Roger Sztatowski, 1, Berlin 21, ALT. Moabit 12 a, R.F.A.

REL. INTERNATIONALES



« Affaire du Coral »

En janvier 1986, soit trois ans après le début de l'« affaire du Coral », étaient jugés Claude et Marie Sigala, Roger Cortes... et sept autres inculpés, dont certains n'avaient aucun rapport avec le Coral et étaient simplement là pour pédophilie.

Le jugement rendu a été très sévère, les inculpés ont fait appel. On a parlé de « procès politique », de « procès de la pédophilie »...

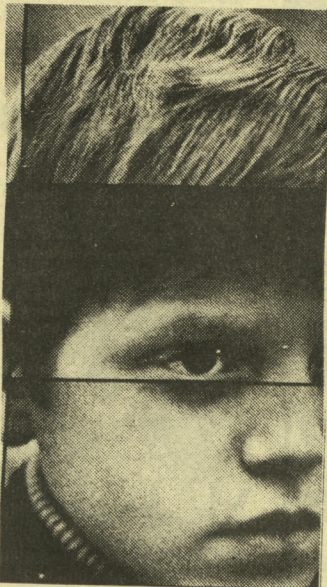
Nous avons rencontré Claude Sigala, afin qu'il nous livre ses réflexions sur le procès et qu'il nous fasse le point sur les lieux de vie.

— **Le « Monde libertaire »** : Le verdict est tombé, il y a maintenant quinze jours, la peine a été très lourde ; pour toi, c'est trois ans de prison dont un avec sursis. Peux-tu nous expliquer comment on a pu parler à la fois d'un procès politique et d'un procès de la pédophilie.

— **Claude Sigala** : C'est vrai qu'à un moment, nous avons parlé de procès politique avec une certaine ambiguïté. On s'aperçoit là, concrètement, qu'il s'agit d'un procès qui a jugé non pas les faits réels, mais ce que nous avons mis en place dans les lieux de vie. Nous sommes attaqués sur nos opinions éducatives, sur notre façon d'être et d'agir dans des lieux qui, depuis dix ans, acceptent de vivre avec des gens différents.

Nous sommes attaqués vraiment de front par l'institution. Il m'apparaît clairement que l'institution judiciaire prend le relais de l'institution carcérale et psychiatrique, qui ont échoué totalement dans leurs essais de réforme depuis 1970. Les lieux de vie constituent un des derniers bastions de résistance à l'enfermement et c'est insupportable à l'institution que nous soyons en place.

Et puis, il y a la réalité par rapport au scandale... j'entends par là, qu'en 1982, nous avons été les boucs émissaires d'une grosse affaire montée. Et là, il y a eu une tentative de manipulation de la part des médias pour faire croire aux gens qu'il fallait nous éliminer. Le scandale a été beaucoup trop loin, et quelque part, il faut payer pour tout ce qui a été dit ; tous ces fantasmes, il n'était pas question que l'institution passe là-dessus.



Si on n'arrive pas à informer les gens de façon positive, il est évident qu'en appel le jugement sera le même. Il ne faut pas s'attendre à ce que la justice revienne sur ce qu'elle a décidé. Moi, j'ai fait trop confiance à la justice, parce que j'espérais, vu le vide juridique du dossier, la relaxe. Je n'ai pas voulu faire l'analyse que cette affaire avait fait trop parler. Il semble que la justice se lave les mains de cette affaire en me condamnant en tant que « personne faisant preuve d'autorité », on me fait porter le chapeau par rapport à des faits qui sont supposés avoir pu se passer.

— **M.L.** : Il y a deux choses qui m'ont surprise dans ce jugement : la première c'est que le psychiatre et l'écrivain impliqués ont été relaxés... la deuxième, c'est que l'amalgame entre l'« affaire du



Coral » et d'autres affaires de pédophilie a été maintenu pendant tout le procès, jusque dans les résultats du jugement.

— **Cl. S.** : Pour ce qui concerne la différence de peines entre les « intellectuels » et nous, c'est évident que nous avons été victimes d'une justice de classe. Là, c'est clair ! Sinon, pour l'amalgame, dès le début du procès, j'ai réagi violemment. Pour moi, c'était clair qu'il fallait différencier deux choses : ce qui était de la pédophilie et des pédophiles de ce qui était des lieux de vie et de leurs pratiques. Cela a été refusé par le Parquet. Si cela avait été accepté, il est évident qu'ils n'auraient pas pu nous condamner. Cet amalgame a permis de nous enfermer dans une histoire de type « perversion sexuelle » pour éliminer le côté expérimental, innovateur, de nos tentatives. Effectivement, si nous sommes catalogués « pédophiles », il devient inadmissible de nous laisser accueillir des enfants en difficulté. Et, pour l'opinion publique, ça été le procès de la pédophilie.

Là aussi, il y aurait beaucoup de choses à dire ; dans la pédophilie, tout n'est pas à mettre dans de sombres histoires perverses, il faudrait y réfléchir et faire un débat de fond.

— **M.L.** : Dans les résultats du procès, des reproches vous sont faits sur ce que vous avez pu écrire ou dire. Penses-tu que l'on puisse parler de délit d'opinion ?

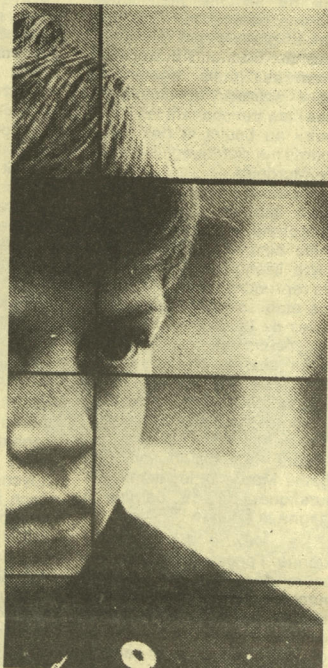
— **Cl. S.** : Dans les attendus, on nous reproche ce que nous avons dit aux états généraux des lieux de vie en 1982, et ce que nous avons écrit dans *Hé mouvement*. Ils reprennent des bouts de phrases qui parlent du non-agrément, du non-contrôle, des limites que chaque lieu se donne... Pour le jugement, cela débouche sur la notion de « permissivité », ce qui expliquerait que l'on ait fait ou laissé faire n'importe quoi. Ils ont repris des phrases dans le livre, qu'ils m'attribuent (alors qu'il y en a une, en particulier, que je n'ai pas écrite) et ils les isolent de leur contexte, ce qui au niveau de la procédure ne tient pas du tout.

Dans les attendus, il est clairement dit que nous refusons tout agrément et tout contrôle, ce qui est une analyse rapide et fautive. Nous avons toujours dit que nous refusons de nous laisser enfermer dans une « institutionnalisation » ; nous ne voulons pas devenir un modèle, chaque

lieu à son autonomie, son fonctionnement et ses limites. Nous ne voulons pas tomber dans une « structuration » modèle lieu de vie, avec une circulaire qui dirait : « pour faire un bon lieu de vie, il faut respecter telles ou telles normes ».

Et quand ils parlent de refus du contrôle, là aussi c'est aberrant. Car ce que nous revendiquons c'est que, lorsqu'un jeune est accueilli chez nous, sa famille, les personnes qui le suivent viennent participer à notre travail ; c'est vraiment l'opposé du non-contrôle.

Ce que nous refusons c'est un contrôle de type « étatique », administratif. Nous demandons un contrôle au cas par cas. Tout cela fait qu'il y a un conflit avec l'institution.



Entre ce conflit, l'amalgame avec les pédophiles et le scandale monté par les médias, cela fait une trilogie qui permet de nous condamner sans qu'il y ait trop de remous, ni de problèmes. L'un dans l'autre on dira que « nous avons pris des risques en faisant quelque chose de différent... nous nous cassons la gueule et que c'est tant mieux », pour le scandale « qu'il n'y a pas de fumée sans feu et qu'il faut marquer le coup » et quant aux pédophiles... « que c'est des gens qu'il faut mettre en prison ».

— **M.L.** : La mobilisation pour le procès a été relativement peu importante par rapport au moment où l'affaire a éclaté, comment envisagez-vous la suite des événements ?

— **Cl. S.** : On a eu contre nous le temps ! En 1982, il y avait eu une mobilisation intéressante, ça avait remué pas mal de gens conscients du boulot que nous faisons : des parents, des travailleurs sociaux, des individus, des comités de soutien d'un peu partout... La justice a attendu quatre ans pour nous condamner, à un moment où en plus les gens sont pris dans une histoire de changement de régime.

Pour moi, ce n'est pas le fruit du hasard. Début 1983, par exemple, nous n'aurions pas pu être condamnés comme cela. Et puis, si je n'avais pas réclamé le procès, sans doute aurions nous dû attendre encore quelques années. J'espère de même que l'appel ne tardera pas plus de trois mois, après s'il le faut nous irons en cassation. Il y a eu des erreurs de procédure qui nous laissent quelques espoirs de casser la décision, mais il faudra repartir à zéro et cela nous épuise.

— **M.L.** : Quel bilan tires-tu aujourd'hui des lieux de vie et du mouvement alternatif ? Quels sont vos projets ?

— **Cl. S.** : Tout d'abord j'ai l'impression que le processus de création des lieux alternatifs est au ralenti. Quand il m'arrive d'aller dans les écoles d'éducateurs pour faire des interventions, je vois que cela intéresse de moins en moins les jeunes. Nous sommes dans le creux de la vague, et c'est grave car un lieu de vie ce n'est pas un individu, une tête : cela n'a une valeur que si c'est politique, que si cela rentre dans le champ social.

Il faut reconnaître notre erreur et celle du mouvement alternatif en général :

nous n'avons pas été capables de nous organiser. Il y a là des problèmes d'individualités, de rivalités, de non-rencontres avec les autres alternatives. Le mouvement alternatif en France n'est pas capable de fonctionner de façon politique, organisationnelle. Même par rapport à notre procès, qui est quelque chose d'infime dans le contexte actuel, j'ai la sensation que dans les lieux de vie, on n'est pas sur la même longueur d'onde et ça c'est dommage. J'ai sans doute ma part de responsabilité là-dedans, je me suis trop porté en avant.

Le fond du problème est dans une conscience politique de notre mouvement, que beaucoup de lieux de vie n'ont pas ; je crois que là nous manquons d'analyses et c'est une peu chacun pour soi. Dans ce cas de figure, on a affaire au pouvoir et cela donne l'agrément. En revanche, si l'on veut avoir affaire à l'alternative, on s'organise. Nous n'avons été capable ni de l'un ni de l'autre. Il est temps d'en prendre acte et d'avancer.

Nous avons le projet de faire de nouvelles rencontres nationales des lieux de vie, afin d'analyser tous ces problèmes et de nous organiser, sur ce qu'est un lieu, par rapport au pouvoir et à la continuité de ces tentatives. Cette rencontre aurait lieu en septembre. J'écris aussi un livre là-dessus, il me permet de m'exprimer, d'analyser ce qui se passe et il pourrait être un support pour rencontrer des gens. En effet, c'est la priorité que je me suis donnée pour le moment : rencontrer, informer le maximum de personnes.

Je me tiens à la disposition des groupes, comités, etc., qui voudraient organiser une rencontre, une conférence, sur les lieux de vie, l'alternative... (1).

Propos recueillis par Carolina (Gr de Béziers)

(1) Une cassette de cette interview, ainsi que celle de Roger Cortes (parue dans le M.L. n°613), est disponible pour tous ceux désirant informer les auditeurs de radios de leur région. Ecrire à C.E.S., B.P. 4030, 34325 Béziers cedex.

Anarcho-punk Dernières nouvelles

QUELQUES nouvelles brèves, comme ça, en passant. « Bérurier Noir » et « Nuclear Device », qui ont sorti respectivement, il y a quelques mois, un maxi 45-tours (*Joyeux merdier*) et un 33-tours (*Tonnerre à la Une*), sont actuellement et chacun de leur côté en tournée à travers la France. On devrait voir les Bérus aux « Enfants du rock » sur Antenne 2 d'ici peu.

« Les Brigades », qui avaient été à l'origine de « Bondage Records », ont créé un nouveau label de disques, « Négativ Records », sur lequel ils ont sorti leur 33-tours dont ils semblent contents du son. Le disque s'appelle *Costa del dollé*, c'est un jeu de mots puisque « dollé » veut dire chômage en anglais. Autrement le disque est bien foutu, le son est bon, et les textes ne parlent pas des fleurs et des petits oiseaux. « Les Brigades » se place sur un plan volontairement social et politique, et c'est bien !

« Baron Rouge », qui avait sorti un mini 33-tours, très bien fait aussi, a joué à Jussieu un concert pour l'abstention, ainsi qu'avec les Bérus au squatt Usine.

« Haine Brigade » était en concert à Grenoble il n'y a pas longtemps, avec « Verdun », ils ont créé leur propre label de cassettes, ça s'appelle « Bébé rose Production ». A leur actif pour le moment : une nouvelle cassette d'« Haine Brigade », normal, on vous en a déjà causé ; une cassette « live » de « Doa », un groupe punk américain enregistré à Lyon et une compilation de groupes punks danois... et c'est pas fini ! Le petit problème, c'est qu'ils sont tellement pris par leur cassette qu'ils ont été obligés de retarder la sortie de *Kanaï* n°7 qui pourtant s'annonce très beau et bourré d'articles et d'infos.

On a faim ! qui prépare son n°4, après avoir produit la cassette de « Rosa Crux », va bientôt sortir une nouvelle cassette d'un autre groupe rouennais, « Near Death Expérience » ; encore une musique pour avoir froid dans le dos (hé ! hé !). « OAF ! » prépare également une compilation punk et musique industrielle, avis aux amateurs...

Chez « Visa », on attendait depuis longtemps la cassette d'un groupe inclassable, qui a

eu la particularité de présenter celle-ci dans un moulage de DS en plâtre, de 18 cm., peinte à la main. Affreux dilemme pour celui qui achète la cassette : casser l'objet (d'art) pour écouter la musique ou garder l'objet mais ne jamais savoir ce qu'il y a dedans. Privilégier les yeux ou les oreilles ? Autrement, la musique de « Achwghâ ney wodei », c'est ainsi que se nomme le groupe, pourrait être présentée comme un mélange des « Résidents », de « Ptôse », du free jazz, des fanfares... et c'est pas mal du tout. D'ici quelques jours, « Visa » devrait sortir une cassette d'un groupe mythique parisien, aujourd'hui disparu, « Lucrate milk », une cassette en forme d'hommage.

Et voilà, c'est tout pour aujourd'hui !

J.-P. LEVARAY

« Bondage Records », 70, rue Romain-Rolland, 91550 Paray-Vieille-Poste ; « Négativ Records », 4, allée d'Andrezieux, 75018 Paris ; « Baron Rouge », 52, avenue René-Coty, 75014 Paris ; « Kanaï », c/o La Griffe, 5, rue Sébastien-Grappe, 69007 Lyon ; « On a faim ! », 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray ; « Visa », 17, rue Raspail, 93100 Montreuil.

Salut Jean-François Groussin

ENCORE un morceau de nos années 70 tourangelles qui s'en va en lambeaux, décennie riche en émotions et en luttes sociales dont l'évocation rend encore plus terne et morose le quotidien ambiant d'aujourd'hui.

Jean-François Groussin nous a quitté, il est parti volontairement, n'arrivant sans doute plus à vivre comme ses chansons avec humour et dérision (un de ses titres d'af-

fiche). Il nous laisse quantité de souvenirs et nous rappelle tant de bons moments, de fêtes, de discussions entre houle et passion, de « Petit Faucheur » (celui d'avant les « cultureux » subventionnés), de bouteilles joviales et aussi... tellement d'angoisses existentielles difficiles à partager.

Héritier de Brassens, la moustache dégoulinante de spleen et de rires, il traînait

textes et guitare de caves en cafés, poète ne maudissant que lui-même, vivant de manchettes et de petits cachetons, entre deux boulots de trimard sans intérêt.

Ami des écolos, des antimilitaristes, des libertaires et de beaucoup d'autres, Jean-François fut de tous les métingues, de tous les galas qui prolongèrent 68 dans la ville de Royer. Quand le groupe Maurice-Fayolle de la Fédération anarchiste organisait une soirée, il était toujours parmi nous, ça allait de soi.

Salut vieux frère, ta poésie coule encore sur les rives de la Vienne et tes textes me fredonnent mémoire, entre Tours et Chinon.

ALAIN CRAPAUD



LES Editions du Monde libertaire vous proposent deux titres indispensables à votre bibliothèque, et à acquérir dès maintenant : *Souvenirs d'un anarchiste* de Maurice Joyeux (120 F) et *Dictature et Révolution* de Luigi Fabbri (75 F).

Si vous n'êtes pas déjà abonnés aux éditions, en tant que lecteur du *Monde libertaire*, pouvez-vous (!) hésiter entre deux solutions :

- ou bien acheter ces deux ouvrages ;
- ou bien vous abonner immédiatement ! Pour 200 F, vous pourrez choisir trois titres parmi les suivants : *Souvenirs d'un anarchiste* (M. Joyeux), *Dictature et Révolution* (L. Fabbri), *Textes choisis* (C. Berneri) (à paraître), *De la pédagogie libertaire à l'éducation libertaire* (J.-M. Raynaud) (à paraître).

Dans les deux cas, vous nous aiderez à poursuivre notre objectif de diffusion et de propagande anarchiste par l'édition. Nous devons réussir, ensemble, à gagner ce pari : éditer toujours mieux et plus de livres anarchistes. Passez donc vos commandes à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Secrétariat Histoire et Editions

Spécial
copinage

TLP
DEJAZET

41, BD DU TEMPLE - PARIS-11^e

AVRIL A PARIS

TOTO BISSANTHE
« Fête la fin du régime Duvalier »
Vendredi 18 avril - Samedi 19 avril

TCHOUK TCHOUK NOUGAH
Première partie : XAVIER LACOUTURE
Lundi 21 avril - Mardi 22 avril
Mercredi 23 avril

LA FUGUE DU BAC, de Lena Daget
(comédie musicale)
Jeudi 24 avril - Vendredi 25 avril
Samedi 26 avril

UNA RAMOS et
le trio MOSALINI-BEYELMANN-CARATINI
Lundi 28 avril

FRANCISCO CURTO
Mardi 29 avril

Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 17 avril

« Blues en liberté » (9 h à 12 h) : exceptionnel : Otis Rush (non traité la semaine dernière), John Jackson et Mance Liscomb et nouveautés, concerts...

« Enlivrez-vous » (15 h 30 à 17 h) : Un invité... Patrick Grainville pour son livre « Le paradis des orages ».

« E 123, l'amarante » (20 h 30 à 22 h 30) : émission sur la loi Quillot presque défunte...

« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : le contre bassiste Albi Cullaz.

Vendredi 18 avril

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : revue de presse, informations et musique.

« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : les instruments étranges, curieux et originaux... vous avez dit bizarre ?

« Jouis-sciences » (12 h à 14 h) : Dominique Lesieur (astrophysicien)... Pan dans la lune !

Samedi 19 avril

« Le Père Peinard » (11 h à 12 h) : Robert Guérin, Maurice Joyeux et Paul Chenard à propos de l'anarchisme aujourd'hui (d'après l'ouvrage de Barrué).

« Chroniques syndicales » (12 h à 14 h) : la S.N.C.F. et la « normalisation » dans les P.T.T.-C.F.D.T.

Dimanche 20 avril

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : programmation musicale spéciale.

« Grand-Angle » (16 h 30 à 18 h 30) : situation de la poésie sonore et visuelle avec Julien Blaine (de la revue « Doc(k)s) et Al Paul (de la revue sonore « Review Parade International »).

« Le Fou parle » (18 h 30 à 20 h 30) : avec des invités... Nobuko Itozu (artiste japonaise) et Marcel Moreau (écrivain).

Lundi 21 avril

« Radio Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : Uña Ramos est invité.

Mardi 22 avril

« Music Hall » (9 h 30 à 12 h) : émission du T.L.P. avec Jean-Pierre Reginal et, à 10 h, Tchouk-tchouk-Nougah.
« Chroniques syndicales » (18 h 30 à 20 h 30) : le bon, la brute et le truand (les congés payés !).

THÉÂTRE

« Les Bonnes »

Son part du principe qu'un esclave devient un tyran dès qu'il le peut, on comprend assez rapidement où elles en veulent en venir ces deux petites bonnes. La domesticité n'a rien de folichon. A déplacer les objets, à les entretenir et à les soigner, on n'en devient pas pour autant meuble. Toujours l'humain subsiste avec sa part de soumission supportée (!) et de révolte refoulée (!).

Aussi quand « madame » tourne les talons, les langues se délient et les gestes s'affranchissent. Mais la microsociété que constituent le maître et ses servants, loin de se déstabiliser, se prolonge

d'une manière inattendue, car dans le nouveau partage des rôles l'une devient « madame » et l'autre reste la « bonne ». Selon les moments, on change ou plutôt on intervertit, on divise, on regroupe les rôles. Tour à tour monstrueuses ou séduisantes, les bonnes personnifient avec violence cette liaison maudite qui unit l'esclave au maître.

La fonction crée l'existence, aussi dans cet espace qu'elles maîtrisent ne cherchent-elles que rarement à s'émanciper, parce qu'elles seraient irrémédiablement perdues. Pourtant de ce psychodrame jaillira l'acte ultime, tragique. Mais en attendant que de mesquineries dans ces singeries du pouvoir. A trop vouloir bien servir, on ne récolte que le mépris, voire l'indifférence.

Les Bonnes (1), une pièce sans complaisance de Jean Genet, servie par une mise en scène précise de Aurelio Roberto Adelfo, le tout animé par un jeu expressionniste d'actrice remarquable. C'est à voir absolument !

THIERRY DE LAVAU
(Gr. Hooligans mondialistes)

(1) « Les Bonnes », jusqu'au 27 avril, au Théâtre des Déchargeurs tous les jours, sauf lundi, à 20 h ; dimanche à 16 h (location au 42.36.00.02).



Le temps des Sadon

QUE l'on ne s'y trompe pas, Chalendon a été nommé ministre de la Justice afin de mieux placer Sadon aux commandes de l'appareil judiciaire. Pour Chalendon, la magistrature se devait d'être un réseau de relations propices à fermer les yeux ou à arranger quelques affaires douteuses. Maintenant ministre de la Justice, il va pouvoir continuer à s'affairer ailleurs, son conseiller Sadon va se charger de faire marcher sa maison judiciaire.

Avant de vous présenter les « sauces » que Sadon réserve aux justiciables, il faut dire que l'arrivée de Sadon peut avoir un petit côté plaisant. La grande presse dans son ensemble nous informe que l'arrivée de Sadon fait lever un vent de panique chez les magistrats de « gauche » et surtout chez les adhérents du Syndicat de la magistrature, ces grands serviteurs de Badinter. Ce n'est pas tellement pour nous déplaire. C'est bien à leur tour de trembler.

Que Joinet qui a laissé se faire l'extradition de Fazel ; que Favard qui s'est opposé à l'association des prisonniers ; que Rosenweig qui a laissé poursuivre le Coral ; que Bidalou qui n'a rien fait ; que Texier qui a refusé la suppression de l'interdiction de séjour ; que Imbert-Carretta qui, à l'administration pénitentiaire, ne fut que répression ; que Jeole qui, après avoir été le rédacteur du programme judiciaire du Parti socialiste, devint le procureur de la République de Paris et fit le contraire de ce qu'il proclamait, etc., et tant d'autres... Qu'ils tremblent tous ne peut que nous réjouir. Il faut bien savoir que pour ces magistrats-là transformer la justice voulait dire éliminer Sadon et ses sbires et prendre leurs places. Ils ont réalisé cela grâce aux voix des familles de prisonniers et des justiciables désespérés qui ne savaient pas encore que voter contre le parti Sadon c'était voter pour la carrière des magistrats de gauche, sans autre espoir de changement.

Sadon, par ici...

Sadon déteste tout ce qui touche de près ou de loin au Syndicat de la magistrature. Sadon, révoqué dès l'arrivée de la gauche, a donc eu cinq ans de « vacances » pour imaginer et rêver à la manière dont un jour il « mangerait » ceux qui l'avaient évincé. Le voilà maintenant (en fait) ministre de la Justice, il a donc tous les moyens de sa vengeance.

Que la bande à Sadon et la bande du S.M. se déchirent et s'étripent ne nous concerne pas, sauf si cela devait aboutir à la destruction définitive de l'appareil judiciaire.

Mais ne rêvons pas, nous savons très bien que les juges de toutes tendances sont toujours prêts à s'entendre dans les cours et les tribunaux dès qu'il s'agit de nous condamner.

Dans la pratique, il peut y avoir pour les justiciables un autre point non négatif à l'arrivée de Sadon au ministère de la Justice. L'effet « anti-Badinter » va cesser et tous ces petits juges, qui avaient augmenté leurs tarifs de peine et faisaient payer aux justiciables leur haine de Badinter, vont peut-être réviser leurs pratiques.

Donc, après le passage socialiste, après un ministre de la

méditer quelques déclarations caractéristiques faites du temps où il était procureur général à Paris.

• Sadon contre la défense : « A bien y regarder, la loi pénale parfois, la procédure pénale souvent, parce que trop exclusivement protectrice du délinquant, deviennent aisément ses auxiliaires complaisants et lui suggèrent mille ruses pour retarder l'échéance de son jugement. » Bien sûr ! Quand Sadon décide d'une culpabilité, à quoi bon une défense pour le « coupable ». Tout défenseur d'un coupable de Sadon devient un auxiliaire de ce coupable, donc un complice.

• Son analyse : « (...) que resterait-il de l'homme si l'on parvenait à dissocier le groupe ? Voudrait-on abuser nos crédulités et laisser s'accréditer l'idée d'un possible épanouissement individuel dans une société d'anarchie, plus probablement dans la monocratie dirigiste qui s'édifierait sur ses ruines ? » Puisque Sadon vous dit que la société est bonne, vous n'avez plus le droit d'exprimer le contraire sinon vous êtes coupables, à condamner sans défense.

• Sadon l'expéditif : « La justice progresse là où progresse la défense des victimes. Il est dangereux de livrer le procès aux excessives subtilités de la forme, significatives d'esquives, d'ombres et, en tout cas, d'insupportables lenteurs. Il est néfaste de multiplier à l'infini les droits des malfaiteurs. La

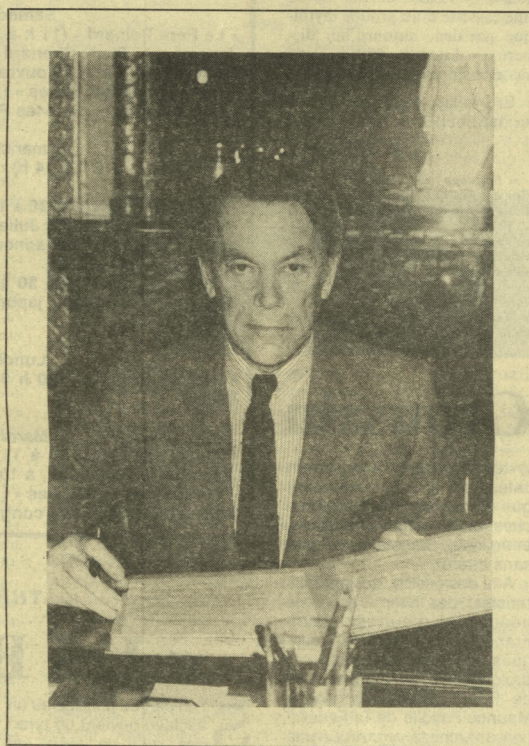
sanction, enfin, doit être à la mesure de la faute. » Pour Sadon, la justice doit être expéditive ; Hitler, Pinochet, Khomeini, Franco, Marcos, Duvalier y ont déjà pensé avant lui !

Voilà donc toute la philosophie d'un Sadon. Voilà cet individu, avec maintenant le pouvoir... il est le véritable ministre de la Justice. Comment va-t-il mettre sa « philosophie » en pratique ? Peu importe, puisque cela ne change rien à notre combat. Pour nous pas question de paniquer ni de trembler.

Sous Sadon, comme sous Badinter, les justiciables doivent s'unir, s'organiser, se défendre, se battre, il n'y a rien de nouveau. Mais que tous ceux qui attendaient le beau temps Badinter et redoutent maintenant l'orage Sadon se ressaisissent et luttent contre toutes les robes rouges et noires de la justice d'Etat sans jamais plus chercher à les distinguer. C'est la leçon de Badinter, c'est son seul bilan !

JEAN LAPEYRIE

Jean Lapeyrie anime sur Radio-Libertaire, chaque vendredi, de 15 h à 17 h, une émission : « Palais de police ».



Derrière le masque ?

La prison Quel échec ?

L'ARBITRAIRE n'est pas seulement le moyen du carcéral ou la fin en soi du judiciaire. Il est à la fois cause et conséquence de l'enfermement. Il est source, il est symbole de la prison. L'arbitraire du carcéral fait de la prison l'éternel échec de la justice pénale.

« Le sentiment de l'injustice qu'un prisonnier éprouve est une des causes qui peuvent le plus rendre son caractère indomptable. Lorsqu'il se voit ainsi exposé à la souffrance que la loi n'a ni ordonnée ni même prévue. Il ne voit que des bourreaux dans tous les agents de l'autorité. Il ne croit plus avoir été coupable. Il accuse la justice elle-même. »

1819 ! La prison mise en cause par un rapport officiel (1). Plus d'un siècle et demi de « critique monotone de la prison », remarquera Foucault. La prison est toujours donnée comme son propre remède. La méthode Coué ? On aurait tort de ne pas prendre au sérieux la diffusion de l'idée, du fait même carcéral dans l'appareil

de justice et plus généralement dans la société. C'est la mise en garde que nous lançons quotidiennement dans leurs témoignages les prisonniers. Eux savent, jour après jour, que leurs protestations à l'intérieur, que leurs dénonciations vers l'extérieur — cet amplificateur qui sans le vouloir déforme toujours le signal initial — et finalement leurs revendications butent sur un prétendu échec de la prison.

Ce prétendu échec est renvoyé cycliquement à la gueule des prisonniers, les révoltes font partie de la prison. C'est d'ailleurs toute la base de la stratégie revendicative des syndicats de gardiens. Non ! il n'y a pas d'échec de la prison. Elle ne peut plus prétendre vouloir réinsérer. Personne ne doit plus y croire. Le seul échec, c'est le crime bientôt bicentenaire, celui d'une société toute entière qui laisse (en l'« Etat ») la prison dans son immobilité dévastatrice.

PATRICK MAREST

(1) Rapport au conseil général de la société des prisons.

Revienne la haine

CE qui est remarquable, c'est la capacité de renouvellement de la gérontocratie enrobée de droite. Cinq années durant lesquelles elle ne fut pas vraiment virée ; en réserve, dans la naphtaline, à raccomoder l'hermine, à reprendre sa haine.

La voilà ragailardie par la grâce d'un dimanche de mars. Peyrefitte a fait école. Au tableau noir, on efface tout et on recommence comme avant. Les revoilà tous ces affairistes, tous ces « insécuritaires »... ils n'ont qu'une morale, celle de la répression. Les juristes ne sont que des serviteurs de lois et souvent de choix. Ce ne sont pas les seuls. Ainsi est faite leur justice et leur démocratie, c'est un exercice d'école auquel on ne prête plus attention : un ratage retentissant devient une réussite mal vécue pour la gauche. Que vienne la droite, cette machine à remonter le temps sauf pour les pénes qui, elles, seront et resteront incompréhensibles. L'entourloupe est claire !

Les faits n'importent plus, c'est la conscience qu'en ont les contemporains et les conclusions qu'on en tire qui ont force de loi. Chez les politiciens, c'est une constante. Pire c'est une foi ! Vivement demain...

P.M.

Justice dit humaniste, avec maintenant un Sadon en réalité fascinant, les justiciables vont pouvoir se rendre compte « sur pièces » que la justice n'est pas qu'une affaire de politique électorale et qu'un juge d'extrême droite vaut bien un juge de gauche. La défense et le combat face à l'appareil judiciaire doivent rester les mêmes quels que soient ceux qui nous gouvernent. Badinter, l'« humaniste de gauche », aura au moins réussi à faire comprendre cela, par l'exemple, à tous ceux qui sont si souvent prêts à croire qu'il existe de bons juges.

Sadon, par là...

C'est vrai, Sadon pense fasciste : « Pour un pouvoir fort, contre la défense, pour les procédures expéditives ». En illustration nous vous donnons à

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.